

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

10 AU 16 MAI 1990

N° 784

10,00 F



SQUATTERS

# Sans toit ni droits

## EDITORIAL

Ouf ! Ça y est le socialisme est mort ! Vive le capitalisme ! C'est ce qu'on lit dans la presse à l'occasion des bouleversements qui se déroulent à l'Est. Nos journaux n'ont pas fait dans la dentelle en cirant, au passage, les pompes des régimes de l'Ouest et en particulier celui de la RFA. Dans la foulée cette même presse a étalé à longueur de colonnes la mort du 1<sup>er</sup> Mai en disant que « ça n'intéressait plus personne, que c'était dépassé et n'avait plus aucune signification ».

Certes, sur le plan syndical pas grand chose est fait pour redonner du tonus à ce 1<sup>er</sup> Mai. Seule la CGT arrive à faire défiler pas mal de travailleurs et seule la CNT donne un contenu intéressant à cet événement. Si la presse a « descendu » un peu vite cette manifestation force lui a été de constater, mercredi matin, que le 1<sup>er</sup> Mai faisait encore

monde. Si à Paris on semble sommeiller, ce n'est ni le cas à Moscou, à Berlin, à Istanbul, voire en Corée du Sud.

Malgré tout, en France ça bouge. Il suffit de regarder la réalité en face. Dans le Nord, ce sont tout d'abord les taulards qui ont grimpé sur les toits, semant la panique dans les autres tauds, Draguignan par exemple. A Paris, la station de métro Stalingrad s'est vue rebaptisée Commune de Cronsdat pour se rappeler au bons souvenirs des bolchos.

Hors de l'héxagone ce ne fut pas triste non plus. Gorbatchev a dû quitter précipitamment la place Rouge, en raison de quolibets et hués lancés par la foule. A Berlin, à Leipzig, à Varsovie les skins et autres fachos ont passé un sale quart d'heure et dans le quartier populaire de Kreuzberg les flics en ont bavé, jusque tard dans la nuit, face à quelques six cents anarchistes ou considérés comme tels. En Turquie, le 1<sup>er</sup> Mai a été l'objet de traditionnels affrontements avec les forces de l'ordre. En Corée, un grand port situé à quatre-vingt kilomètres de Séoul a été le cadre d'une véritable émeute orchestrée par les ouvriers des chantiers navals. Un militant syndicaliste s'est immolé par le feu lors de cette émeute.

Le laminage et la chappe de plomb capitaliste a bien du mal à tout niveler vers le bas. On a faim, on se sent bigrement exploité alors on mord !

FORUM

Librairie du Monde Libertaire,  
samedi 12 mai, 16 h 30,  
autour des Cahiers de Panait Istrati,  
écrivain roumain mort en 1953,  
auteur de *Vers l'autre flamme*, une  
critique virulente et libertaire  
du bolchevisme.

## DOUCE FRANCE

Le mercredi 2 mai, deux immeubles occupés par des familles du Comité des mal-logés (67, rue des Vignoles et 92, rue de la Fontaine-au-Roi) ont été expulsés.

Ces familles ne demandaient qu'une chose : être locataires en titre de logements décents, après des années et des années d'attente. Parce que lorsque l'on gagne le SMIC ou un peu plus, les agences vous rigolent au nez et les offices HLM inventent n'importe quel prétexte pour ne pas vous loger, préférant laisser des appartements vides plutôt que de louer à des prix abordables. Comme tous ceux qui participent, par leur travail, au développement économique, ces familles revendiquent le droit à un logement décent !

Malgré tous les beaux discours sur le droit au logement (loi Besson, récemment votée) on le voit, la seule solution que l'Etat propose concrètement aux mal-logés c'est de vivre à la rue avec leur femme et leurs enfants, ou de se loger dans des taudis infâmes. Avec les prix actuels des logements en région parisienne, tous les travailleurs à faible revenu risquent de se voir jeter à la rue pour impayés de loyer.

Par ces expulsions le gouvernement et la Mairie de Paris montrent qu'ils ne respectent même plus le droit fondamental qu'est le droit au logement et préfèrent garantir les bénéfices des promoteurs.

Nous, travailleurs mal-logés, nous disons non ! Nous ne voulons pas être traités pire que des bêtes, car même, les bêtes ont une tanière ! Nous voulons que les nombreux HLM vides soient attribués afin que nos enfants puissent avoir une éducation correcte. Nos revendications sont celles-ci :

- pas d'expulsion sans relogement,
- que soit appliquée la loi de réquisition des logements vides,
- relogement immédiat des expulsés du 67 et du 92 à Paris ou en proche banlieue,
- un logement décent à un prix abordable.

Les familles expulsées campent actuellement Place de la Réunion (M<sup>e</sup> Alexandre - Dumas). Venez les soutenir.

Comité des mal-logés  
(tract distribué le 3 mai)

Permanence : tous les dimanches de 11 h à 13 h au 28, rue de Lagouat (M<sup>e</sup> La Chapelle ou Château-Rouge), dans le XVIII<sup>e</sup>.

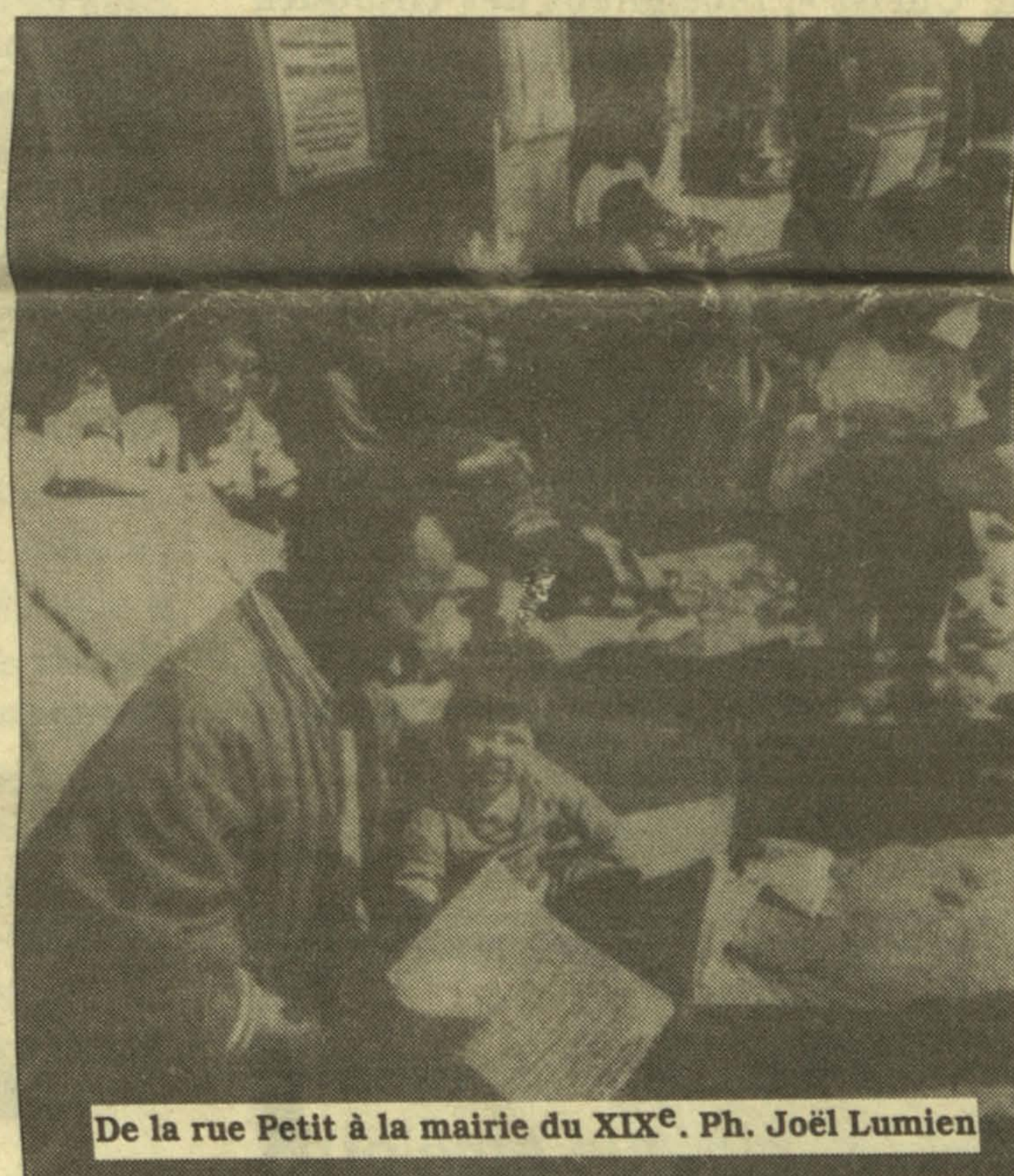
Avec le soutien de : PCF, LCR, MRAP, SOS-racisme, CGL, IDEE Réunion, les Compagnons d'Emmaüs, les Verts, la CNT, la Fédération anarchiste, etc.

SE tenir aux seules dépêches de l'AFP, comme cela se fait de plus en plus fréquemment au sein de la grande presse, ne suffit pas. En l'occurrence, pour connaître l'ambiance des lendemains d'expulsions de squatters parisiens rien de tel que d'occuper le terrain. Ce fut chose faite en ces premiers jours de mai, période à laquelle *le Monde libertaire* s'employa à glaner l'information sur le vif.

Dix-neuf heures, voilà déjà une heure que se déroule une manifestation au cœur du XX<sup>e</sup> arrondissement, sur la place de la Réunion. Rue des Vignoles on ne passe pas. Les CRS en faction devant le 67, évacué le matin même, à 6 h 30, obligent le visiteur à faire un détour en vue de rejoindre la place. Arrivé à bon port, c'est au milieu d'une foule bigarrée que l'on se retrouve au milieu d'un square entouré de hautes grilles, dont seulement deux petits portails livrent un passage. Les squatters du 67, rue des Vignoles et du 92, rue Fontaine le Roi, des africains pour la plupart — mais aussi quelques Maghrébins — expriment, en brandissant bien haut des bambins, une détresse doublée d'une colère des plus poignantes. A leurs côtés les gens du Comité des mal-logés s'activent.

## Ni meublés ni taudis, des logements décents

En aucun cas les personnes expulsées ne veulent se retrouver dans un meublé insalubre et cher, séparés de leurs enfants qu'on leur propose de confier à la DDASS. De marbre, les CRS regardent la scène. Rien ne semble les toucher. Endosser l'uniforme entraîne la disparition de toute once d'humanité. Heureusement de l'humanité d'autres en ont, c'est le cas des Compagnons d'Emmaüs qui à 20 h 20 se pointent avec trois camions chargés de couvertures et de matelas. Il y a belle lurette que la plu-



De la rue Petit à la mairie du XIX<sup>e</sup>. Ph. Joël Lumien

part des ténors de la politique ont quitté les lieux, c'est le cas notamment du représentant du PCF, hué par la foule, et de David Assouline, « vedette » de la Ligue communiste révolutionnaire. Seul un élu écolo, étranger au quartier, demeure parmi les anonymes et comme eux connaît l'adversité, malgré sa cocarde tricolore au revers de la veste.

## Les Emmaüs ravitaillent

Les camions à peine arrivés une chaîne humaine s'emploie à les décharger. Les CRS s'animent alors. Ils s'avancent prêts à intervenir en vue d'empêcher la poursuite du déchargement. Peine perdue un barrage humain les bloque. Aussi sec rapplique un peloton de gardes mobiles, puis un nouveau cordon de CRS. Des quatre rues qui conduisent sur la place de la Réunion trois sont définitivement bloquées. Prudemment la foule, forte de deux cents personnes, s'est repliée à l'intérieur du square ; en face les forces de l'ordre sont environ 600. Le matin elles étaient bien plus nombreuses, assure-t-on. Le quartier était complètement cadrillé. Prendre sa voiture ou promener son chien, ces actes relevaient de l'exploit.

(suite p.3)

T 2137 - 784 - 10,00 F



P.6  
Le Printemps de  
Pékin, près d'un an  
après son écrasement,  
vu par Jean-Jacques  
Gandini.

F°P. 2520



LETTRE OUVERTE

# A l'Association catholique générale féminine

**H**ypocrite ! « Retire d'abord la poutre de ton œil et alors tu verras clair pour retirer la paille qui est dans l'œil de ton frère... » Ces mots violents ne sont pas de moi ; on aura reconnu l'Évangile selon Saint Luc (6, 42). Après avoir pris connaissance de l'appel confus et touchant que vous avez cosigné contre certains forfaits commis à l'égard de femmes par des Algériens intégristes (1), on se dit que vous avez encore perdu une occasion de méditer la parabole.

## Les femmes à l'ombre de la croix

Car, enfin, de par le monde, des millions de femmes souffrent directement, dans leur liberté, leur dignité et leur corps, des méfaits du catholicisme, que celui-ci se réclame ou non de l'intégrisme. En Irlande, berceau de Saint Patrick, contraception et avortement continuent d'être strictement interdits ; la démocratie catholique du lieu a même réussi à verrouiller toute possibilité d'évolution par un référendum. En Pologne, l'intoxication idéologique menée par l'Église va jusqu'à assimiler la contraception à un avortement, tant et si bien qu'il est des Polonaises pour déclarer qu'elles aiment mieux pécher une fois en avortant que tous les jours en contraceptant. Quant au continent sud-américain, où l'emprise de l'Église sur les esprits et les gouvernements est si forte, il détient le triste record mondial de la mortalité par avortement clandestin, même si dans les favellas les familles de douze ou quatorze enfants affamés sont courantes. Sur ces questions fondamentales, entre la ligne des catholiques intégristes, celle du

Vatican et même celle de la « théologie de la libération », quel dieu verrait la différence ? Ce serait le minimum pour avoir le droit de parler des femmes dont une religion fait le malheur. Avez-vous seulement conscience de tout ce que cela changerait pour une part importante de l'humanité dont vous êtes ?

Par ailleurs, ne vous arrive-t-il jamais de vous révolter contre certaines petites phrases de vos Écritures ? « Que les femmes soient soumises à leur mari comme au Seigneur » (Ephésiens, 5, 22, et Colossiens, 3, 5), « que les femmes âgées donnent de bonnes leçons aux jeunes femmes, afin que celles-ci prennent soin de leur maison et se soumettent à leur mari » (Titus, 2, 5), etc, pardonnez-moi si j'en oublie. Un concile déclarera-t-il un jour cette charte phalocratique aussi caduque que celle de l'OLP ? On en doute.

## Partout l'intolérance

Protester contre ceux qui, « au nom de l'Islam » brûlent les maisons des femmes qui se sont insoumises à l'ordre moral de là-bas est une chose infiniment nécessaire ; mais avez-vous jamais réagi contre ceux qui, « au nom du Christ », incendient des cliniques américaines où se pratique l'IVG ? La salle d'opération ravagée de Lille, il y a peu, cela ne suscite point votre indignation ? Parce qu'il ne faut pas juger son plus proche, et surtout pas son « frère » (Romains, 14, 10) ? En période de lepénisme galopant, il est bien suspect de ne prendre pour cible que la religion des « autres », alors que toute religion, y compris celle des « autres », mérite d'être dénoncée concrètement comme un mode d'assujettissement des femmes. Quelle que soit la saison, une

religion qui en attaque une autre au nom de la liberté des femmes se livre à une escroquerie insupportable ou à une évidente opération de racolage.

## L'aide aux femmes algériennes

Vous n'êtes pas les seules à être dans le vent d'inconscience qui souffle ces temps-ci. l'appel au gouvernement algérien pour qu'il conjure le péril intégriste a été cosigné par l'Alliance des femmes pour la démocratisation, SOS-racisme, le MRAP et la LICRA. Tous, vous absolvez bien vite ce gouvernement en disant « qu'il ne partage pas le délire d'intolérance des intégristes ». Peut-être, mais le Code de la Famille, contre lequel luttent les féministes algériennes, a tout de même été adopté par ledit gouvernement, et il opprime les femmes au jour le jour, autant que les actes spectaculaires des intégristes. Vos cosignataires et vous avez escamoté ce point : vous n'êtes donc opposés à l'oppression des femmes que lorsque celle-ci est trop voyante, « sauvage » et non légalisée ? Ou seulement quand la protestation ne gêne pas le Quai d'Orsay.

Que les femmes algériennes aient besoin, en ce moment, de tous les soutiens imaginables, pipés ou cohérents, précis ou superficiels, hypocrite ou fidèles à ce qu'elles disent, c'est possible, mais non certain. En tout cas, elles mériteraient mieux, vu le courage dont elles font preuve dans leur lutte. Elles mériteraient, par exemple, de faire école ici.

Michèle Le Dœuff

(1) Voir encart publicitaire publié dans *le Monde* daté du 19 avril 1990.

ECONOMIE

# Pour un retour aux encyclopédistes

**J**'ai trouvé dans votre hebdomadaire des critiques et des études sérieusement structurées. Je voudrais particulièrement encourager la démarche « reconstructiviste » de Philippe Chailan en économie...

## Les encyclopédistes

Plus qu'un « détour par l'économie politique » c'est un retour sur les encyclopédistes, qu'exigent les faillites passées et présentes de toutes les « économies politiques ».

On pourrait croire, et d'ailleurs presque tout le monde à commencer par les « économistes » le croit, qu'après Smith, Ricardo, Marx, Fisher, Keynes, les « monétaristes » et autre « anticipationnistes » tout est dit sur au moins les fondements des mécanismes économiques. Eh bien c'est là l'une des grandes mystifications de notre temps ! En réalité, plus de deux siècles après le mouvement encyclopédiste, l'essai de Quesnay n'est toujours pas transformé. La prétendue « science économique » n'est qu'une métaphysique, tant du point de vue marxiste que de celui du capitalisme.

En économie, la branche révolutionnaire du marxisme vit depuis son origine sur la fiction selon laquelle Marx aurait expliqué les mécanismes de l'accumulation capitaliste. Or précisément si Marx n'a pas terminé *Le Capital*, ce n'est pas par manque de temps mais parce qu'il a tourné en rond sans jamais pouvoir expliquer « la reproduction élargie du capital ». Rosa Luxemburg s'en était aperçue et l'avait écrit dès 1913 (1) : mais sa mise en garde ne fut pas écoutée.

Du côté capitaliste on n'est pas plus sagace. Ses théoriciens les plus subtils

piétinent toujours devant le mystère de la multiplication des pains monétaires : comment peut-il y avoir du profit, globalement réalisable en signes monétaires, alors qu'une injonction additionnelle de ceux-ci est inflationniste, donc dévalorisatrice de l'unité de capital et de ce fait négation du profit ?

Or cette question est fondamentale, car de la réponse qui lui sera apportée dépendra la réponse à cette autre question : y a-t-il ou non une limite structurelle à l'accumulation capitaliste ? Et de la réponse, à cette question-ci, dépendent les réponses à celles-là : le capitalisme peut-il ou non se survivre indéfiniment, peut-on construire sur lui, ou à côté, un système social réellement humaniste, ou faut-il obligatoirement le remplacer ? Et c'est alors seulement qu'on pourra valablement construire un modèle de remplacement.

## La vérité

En résumé, le démontage de la « reproduction élargie du capital », à l'échelle du système entier, reste le passage obligé de toute économie politique nouvelle, qu'elle se veuille libertaire, socialiste, communiste ou autre. Il s'agit rien moins que de faire enfin, de l'« économie », une véritable science. Et cette tâche ne peut pas être confiée aux « économistes », de quelque chapelle qu'ils soient, car ils détiennent la vérité et ne sauraient la remettre en question...

Romain Kroëts

(1) *L'accumulation du capital*, traduction française publiée chez Maspero en 1972

IMMIGRATION

# Au seuil de l'intolérance

**Q**UELQUES uns ont pu s'étonner d'entendre des représentants du Parti « socialiste » accréditer l'idée de seuil de tolérance, jusque là propagée avant tout par ceux qui se réclamaient de la droite et de son extrême. C'est bien mal connaître la logique de cette société que s'acharne à maintenir les possesseurs du trône septenar et les apprentis-califes à la place du calife. D'abord permettons-nous un petit sourire, car chacun sait qu'un seuil est un commencement, et que dans ce cas ce n'est pas de tolérance dont il s'agit, mais au contraire d'intolérance. Mais cette prudence verbale n'arrive pas à masquer les disfonctionnements qui ont engendré la notion qu'elle illustre.

Alors qu'une société libre et ouverte devrait se réjouir de l'apport de nouveaux membres, que ce soit pour des raisons

pratiques de diminution de temps de travail, que pour des raisons pratiques d'enrichissement culturel, nos sociétés se sentent menacées par ces nouvelles arrivées.

Bâties dans un carcan de domination d'un groupe sur un autre, qui oblige à interdire toute évolution sous peine de voir la suprématie de la classe dominante menacée, ces sociétés se voient contraintes d'intégrer chaque nouveau venu avant de l'accepter comme membre. Cette opération difficile consiste à lui faire adopter la culture dominante des sociétés en question, et donc à priver celle-ci de l'apport de nouvelles richesses dont sont porteurs tous les individus. Mais cette opération d'uniformisation des nouveaux membres est lente, et on voit se profiler une première ébauche de définition du seuil de tolérance qui se traduirait par la capacité d'assimilation des éléments extérieurs par la société.

Toutefois cette définition relève du Meilleur des mondes, car les techniques d'intégration sont rudimentaires, et les tendances à l'exclusion se multiplient. Il faut donc supporter un ensemble de non-intégrés, et ce réservoir est d'autant plus intéressant à entretenir, qu'il fournit à

nos économies un potentiel de sans-droits plus malléables et exploitables encore qu'un « intégré » de base. Ainsi le seuil de tolérance peut être à la fois perçu comme une capacité d'ingestion des éléments étrangers et une capacité de rétention des non-intégrés.

Ainsi, dans toute société inégalitaire, le seuil de tolérance devient nécessité puisqu'il faut conserver ou améliorer le rapport de force existant. Et tous ces candidats aux carrières gouvernementales, tous ces apprentis dictateurs ne peuvent que perpétuer ces dominations sous peine de se déchoir eux-même, et ce ne sont donc pas eux qui bâtiront cette société mouvante, évolutive et égalitaire qui autoriserait la coexistence de différentes cultures fédérées autour des mêmes principes de liberté pour tous et pour chacun, d'égalité tant politique qu'économique et d'entraide.

Cette nouvelle structure sociale ne peut naître que de notre propre combat en sa faveur, à condition de perdre l'illusion que d'autres spécialistes ou beaux parleurs nous la construiront à notre place.

Patrick (Gr. du Val d'Yerres)

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Gaspard-Monge,  
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse



# Squatters : sans toit ni droits

(suite de la une)

Les portails d'accès au square sont alors verrouillés, en vue d'empêcher l'entrée des forces de l'ordre. Une centaine de personnes demeure à l'extérieur. Les CRS se déploient en couronne autour du jardin. Un gradé intime l'ordre de le quitter. « Pour aller où ? » rétorquent les expulsés, décidés à camper sur place. Les minutes passent. Du square des cris montent : « On a faim et on a soif ! ». Des personnes secourables, des femmes et des enfants pour la plupart, rapportent des épicerie proches des bouteilles d'eau, du pain, des bibérons, des cigarettes, des fruits... Tantôt les CRS acceptent que toutes ces victuailles soient livrées et puis à d'autres moments, pour d'obscures raisons, ils refusent. A chaque refus, les victuailles prennent la voie des airs. Ce qui a le don d'irriter la soldatesque qui repoussent sans violence, mais fermement, la foule massée à l'extérieur. Il est devenu impossible d'expédier quoi que ce soit aux assiégés, quand vers 21 h 30 les gardes mobiles se retirent définitivement, sous les quolibets et les insultes. Quelques minutes après, c'est au tour des CRS de s'éloigner. Eux, ne quitterons pas l'endroit pour autant. Ils vont reprendre leur faction à quelques pas de là, au pied du squatt, dominant la place, de la rue des Vignoles. Un concert d'applaudissements accueille ce mouvement. « On a gagné ! », tel est le cri qui fuse. Tout le monde respire. L'affrontement n'a pas eu lieu. Le voisinage, qui suivait la scène du haut des immeubles environnants, va pouvoir se remettre devant la télé. A 22 h une réunion est organisée. Il est décidé de rester pour la nuit sur la place et d'organiser le lendemain, à 18 h, une manifestation devant la mairie du XX<sup>e</sup>.

## Nuit de veille et lendemain d'orage

Exception faite de Radio-Libertaire, dont la présence est appréciée (de demi-heure en demi-heure deux à trois camarades se relayent pour téléphoner au studio), la presse, pourtant avertie dès le début, pointe son nez bien tardivement. Vers 22 h 30. Antenne 2, puis FR3 vers minuit, et seulement le lendemain la 5. Ensuite, la nuit va se passer dans l'incertitude du lendemain. La dernière relève des CRS se déroule à minuit. Dix cars s'en vont, à raison de vingt-cinq CRS dans chaque en voilà deux cent cinquante qui partent. Aux aurores quelques rares passants, rue des Vignoles, découvriront le spectacle d'une troupe au repos. Des CRS somnolent dans leurs cars, certains écoutent de la musique, un walkman sur les oreilles, d'autres jouent aux cartes et d'autres encore descendent des canettes de bière qui vers 6 h du matin feront un bruit bien peu discret lorsqu'il s'agira de nettoyer les abords des véhicules. Tout cela semble la seule manifestation d'humanité de ces représentants de la force publique, dans l'exercice de leur ingrate fonction.

Vers 7 h, le jeudi 3 mai les enfants se préparent à partir pour l'école. Les plus petits seront conduits en voiture. On a beau avoir perdu son logis, l'école de la République n'en demeure pas moins obligatoire. Hélas ce n'est pas encore le cas pour l'habitat.

Le 3 mai, à 18 h, la foule s'est rassemblée comme prévu devant la mairie d'arrondissement. Le « domaine » de Bariani, maire du XX<sup>e</sup>, est gardé par un cordon de CRS. Comme la veille aucun élu de droite, comme de gauche ne se risque à entamer le dialogue. Comment

serait-il autrement quand on sait que les élus RPR, UDF et PS approuvent comme un seul homme les expulsions « rendues nécessaires » (selon Georges Sarre, leader du PS sur Paris). Vers 18 h 25 le cortège protestataire s'ébranle en direction de la place de la Réunion. A peine 2 à 300 personnes le composent. Sur les boulevards, les passants cheminent sans vraiment jeter un regard pour la manif. Devant un bar, quelques individus se montrent pourtant attentifs. L'un d'eux, visiblement émêché se met à insulter les participants au cortège. Ses propos confus laissent présager de son adhésion aux thèses du conseiller d'arrondissement... Jean-Marie Le Pen. Ce sera le seul incident sur le trajet. Vers 19 h, la manif débouche sur la place de la Réunion. La LCR et le PCF sont très présents dans le cortège. Assouline représente la Ligue et Malberg, conseiller de Paris, le PCF.

## Quel avenir ?

Arrivés sur la place les manifestants voient deux camions d'Emmaüs se présenter. Ils transportent des tentes. Les CRS en faction autour du square interviennent. Les camions ne peuvent être déchargés, malgré les tentatives de quelques téméraires qui en sont quitte pour quelques coups (1). La tension monte. Un peloton de gardes mobiles déboule. Jusqu'à 19 h 40, heure du départ des Compagnons d'Emmaüs, suivis des gardes mobiles une forte tension règnera. Des échouffourées éclateront. Au plus fort des canettes de bière et du gravier voleront en direction des forces de l'ordre qui répliqueront en jetant une grenade lacrymogène dans les pieds des manifestants. Dans la mêlée, un individu cagoulé, style autonome désireux d'en découdre, ira jusqu'à frapper « Babar », le porte-parole du Comité des mal-logés, qui tentait de le raisonner. Mal lui en prit, il est vigoureusement remis à la raison. A ce moment là un sentiment de crainte parcourt l'assistance. Les gens s'attendent à une tentative d'assaut du square, où sont retranchés les protestataires. Déjà certains pris de panique tentent de s'enfouir vers la sortie. Les portails étant à peine entr'ouverts certains envisagent d'escalader les grilles, terminées par des pointes. Autant renoncer, ce serait l'accident assuré. Le départ forcé d'Emmaüs et des mobiles détend subitement l'atmosphère.

A 20 h, les tam-tams jouent, donnant au lieu un faux air de kermesse. A 20 h 10 des riverains apportent des vivres. Voilà le signal des préparatifs de la « popote » collective. En attendant on discute. Le PCF et la LCR entreprennent des démarches auprès du Comité des mal-logés, en vue d'obtenir une occupation du square par les seules familles expulsées. Une occupation « clean », débarrassées des militants qui en ce deuxième jour de conflit commencent à rappliquer. Les libertaires ne sont pas en reste. Un compagnon de l'Union des Anarchistes s'avère fort actif, parmi les occupants du square. A 21 h 45, « Babar » intervient. Il semble quelque peu abonder dans ce sens. Au sein du comité certains n'apprécient pas. Les orateurs qui suivent — presque tous membres du comité et des familles expulsées — expriment leur attachement à voir des Français rester à leur côté. Cette décision l'emportera. Malgré cet élan de solidarité, nul ne sait de quoi demain sera fait. Au delà de cette affaire, l'avenir s'annonce des plus sombres

pour l'ensemble des squatts parisiens, dont le nombre, en 1989, s'élevait à cent quatre-vingt-sept, selon les autorités. Certes, le squatt n'est pas, comme l'indiquent les Verts de Paris-Ecologie, une solution satisfaisante, mais il reste primordial. Au regard des 50 000 demandes de logement recensées chaque année et de la construction de 5 000 logements, qui sont loin de répondre au vocable de logements sociaux, on constate que la bataille de l'habitat sera encore rude. Les 300 premiers squatters parisiens expulsés, aujourd'hui, sont là pour en témoigner.

Claude Nepper  
(Gr. François-Rabelais)

(1) Le vendredi 4 mai, les Compagnons d'Emmaüs ont pu décharger les tentes, après que l'abbé Pierre ait protesté auprès du préfet de police.

Jeudi 10 mai,  
rassemblement à 18 heures,  
Place Gambetta (XX<sup>e</sup>),  
à l'appel des mal-logés  
de la place de la Réunion.

# Expulsions : Paris... Canailles !

Les beaux jours qui baignent aujourd'hui la capitale ne prêtent pas qu'aux promenades sur les bâteaux mouche mais à d'autres agissement beaucoup moins sympathiques. Ainsi, la mairie de Paris, la préfecture de Police ont — semble-t-il — entamé leur « réhabilitation printanière » de la région parisienne.

Cela a commencé la semaine dernière rue Petit dans le XIX<sup>e</sup> à Paris. Dès l'aube les représentants de la force publique casqués étaient devant un hôtel meublé et expulsaient seize familles, pour la plupart immigrées. Un squatt ? Même pas, simplement depuis quelques mois l'immeuble a été vendu par son propriétaire, racheté par la Ville de Paris et depuis a été déclaré insalubre. Il faut raser et construire du neuf, mais pas pour ceux qui y habitent actuellement et que la force publique entendait répartir pour les hommes dans un foyer situé dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement et pour les femmes dans un centre féminin dans le XIX<sup>e</sup> !

Mettre à la rue comme du bétail des familles entières pour laisser la place aux spéculateurs, vaste programme humanitaire de la mairie de Paris !

Mais les expulsés, des Maghrébins et des Africains, résistent, refusent d'être parqués et occupent le parvis de la mairie du XIX<sup>e</sup> arrondissement devant les Buttes Chaumont. Le Comité des mal-logés, SOS-racisme et les élus de gauche les soutiennent, le maire « embarassé » aurait déclaré que ce n'était pas à lui de les reloger puisque l'expulsion n'avait pas été demandée par la mairie... Kafka où es-tu ?

Qu'espérait le couple canaille Préfecture de Police et Mairie de Paris ? Que les affichages du FN sur la fête de Jeanne d'Arc allait anihiler toute résistance et que tout le monde était parti au vert pendant le week-end ?

Pour l'instant la présence de militants divers du quartier, la mobilisation sur le lycée Bergson et l'installation de parasols font de cette occupation devant la mairie du XIX<sup>e</sup>, une manifestation presque tranquille mais pour combien de temps ? A quand le relogement des locataires du 51 de la rue Petit ?

Alexis Pierre

## ÉCOLOGIE

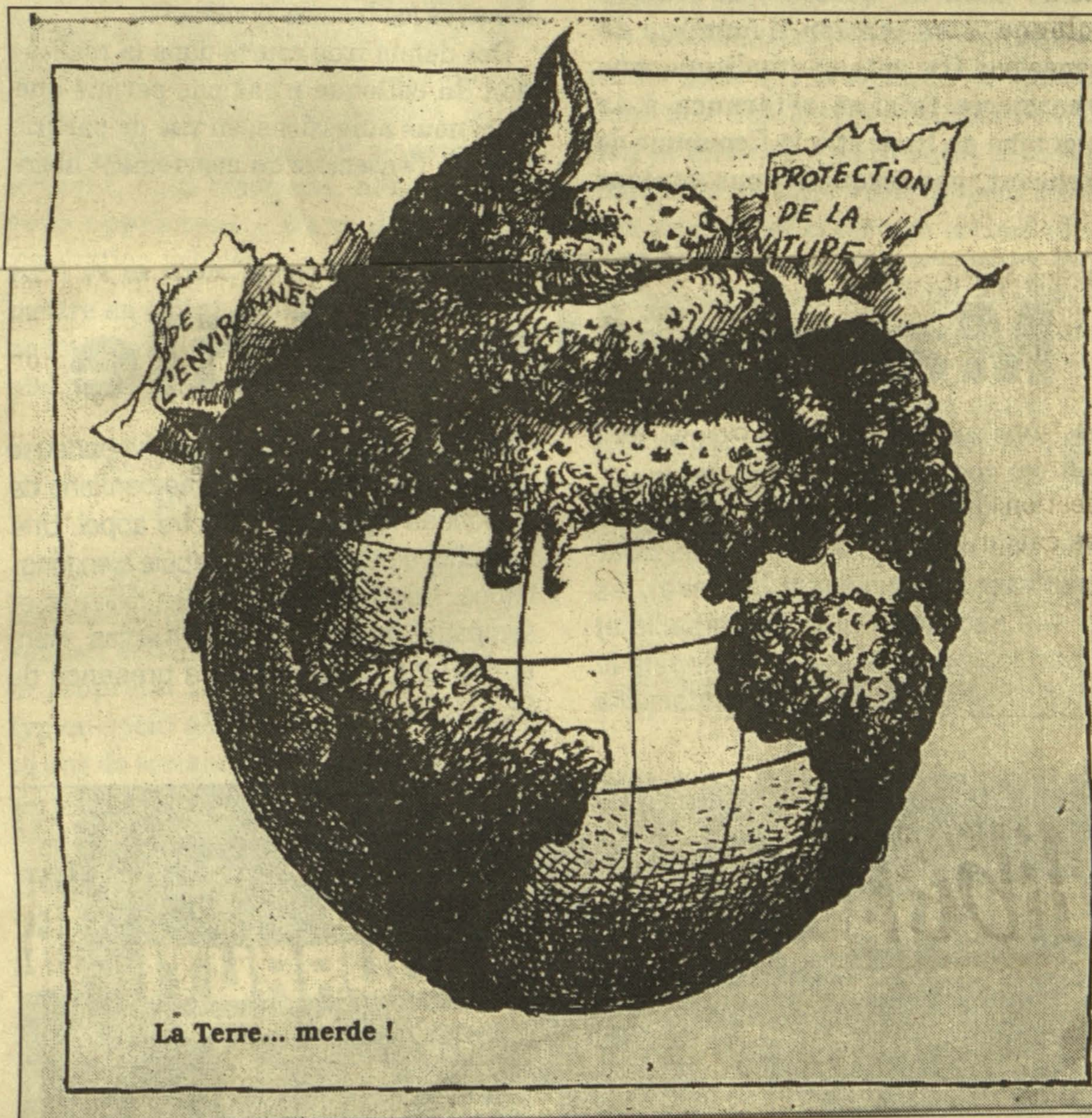
# La journée internationale de la Terre

APPROCHEZ populace, le grand show de la dépollution commence. En ce triste dimanche 22 avril 1990, à l'occasion de la journée internationale de la Terre, les médias nous ont arrosé de considérations bien senties sur le grand mal du siècle (un de plus) : la pollution. Et comme à l'habitude, larme dans le grand concert des lamentations. L'objectif est clair : il s'agit d'étendre le consensualisme social aux problèmes mondiaux. La méthode est simple : nous sommes tous dans la même barque. Quand cette barque a pour nom trière (Terre = trière) c'est que nous sommes des galériens enchaînés à nos rames tandis que nos gouvernants tiennent le bon cap du capitalisme fin de siècle : la comparaison est osée. Nos décideurs, jouant du fouet et ou de la carotte (nous abrutissant de leurs tambours médiatiques) ont maintenant beau jeu en nous alertant de la proximité des récifs.

## La planète blessée

Un siècle de capitalisme aura suffi pour détruire la planète. Comment peut-il en être autrement quand la seule logique de production est le profit immédiat au détriment du bien être social. N'en déplaise à M. Rocard, les grands agrégats ne représentant aucune loi économique intangible. La bonne santé de l'économie ne peut être que la qualité de vie de la population. Le capitalisme est acculé à produire des objets à durée de vie programmée devant être remplacés rapidement de façon à écouter sa surproduction : écologique non ? Les agences financières de bassins (organismes chargés d'élaborer des solutions au problème de l'eau n'ont rien trouvé de mieux que d'offrir des primes aux entreprises pour la dépollution de l'eau ; avec un résultat nul pour ces quinze dernières années : étonnant non ?

Il ne reste plus qu'à trouver les cochons payeurs. Quant à la dépollution nos managers aviseront. Ces autres décideurs du nucléaire, nous confisquent le choix, nous masquent les



risques, et font planer une épée de Damoclès sur nos têtes, jurant leurs grands dieux que le risque de contamination est nul. Selon la formule consacrée ; les experts sont formels : « il n'y a aucun danger ». Ce qui tout à fait exact, car quand ça saute, les retombés radioactives ne franchissent pas nos frontières (comme quoi l'armée sert quand même à bouter l'envahisseur hors de France).

## Tous complices !

Sans aucune retenue, aucune pudeur les technocrates font de grands signes de croix pour exorciser les résultats de leurs décisions « avisées » ; les conséquences de leurs petits profits juteux. Ils nous mêlent d'un commun accord à tout les problèmes de l'univers (désertification ; déforestation ; la faim dans le

monde...). Nous sommes vraiment trop courts pour choisir, mais nous faisons d'excellents complices dès que la machine déraile. Une bonne journée de la terre, rien de tel pour vous culpabiliser. Murray Bookchin, dans son ouvrage *L'écologie de la liberté : l'émergence et la dissolution de la hiérarchie* (1) nous fait remarquer que la domination de l'homme sur l'homme ne peut que reproduire dans le cadre « environnementaliste » une domination de l'homme sur la nature.

Il est donc illusoire d'attendre notre salut de ceux là-même qui saccagent la société et la nature. Plus que jamais occupons-nous de nos affaires.

Sébastien Chérier

(1) traduction du premier chapitre sous le titre *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*. Cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde Libertaire.



PREMIER MAI

# Manif et colloque à Paris

**E** N BREF

**P**LACE de la Bastille, 10 heures, 1500 manifestants brandissent et entourent une dizaine de banderoles rédigées en diverses langues. Les délégations étrangères sont nombreuses. Des camarades polonais, italiens, hongrois, coréens, serbo-croates, bulgares, russes, chinois, belges, etc ont répondu à notre appel. En tête du cortège, qui remonte la rue de la Roquette, se trouve tout naturellement la banderole de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (IFA). De nombreux slogans sont lancés. Ils montrent l'urgence de toujours en matière de solidarité internationale des exploités, des opprimés et de l'impérieuse nécessité des luttes antifasciste, antiraciste, antisexiste, et soulignent l'affirmation anarchiste stipulant que l'implosion du marxisme va de pair avec une nouvelle vigueur du capitalisme libéral.

A 11 h 30, alors que la manifestation arrive à son terme devant le cimetière du Père-Lachaise, et que nous nous rappelons l'histoire du 1<sup>er</sup> Mai, ses martyrs et toutes les odieuses récupérations fasciste, stalinienne, et social-démocrate dont cette date a fait l'objet depuis, des compagnes et compagnons illuminent le métro d'un bel espoir en rebaptisant « sans Dieu ni maître » la station Stalingrad en station Commune de Cronsdat. Un acte symbolique, une dynamique faisant référence à la Commune de Paris et à la Commune de Cronsdat, par lesquels nous voulons

faire ce double rappel historique en guise, non seulement d'hommage, mais aussi pour souligner la similitude de nos espoirs et de nos luttes aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

A 14 heures s'ouvre, à l'AGECA, le colloque international « Est-Ouest : la révolution reste à faire ». Ce colloque a un programme très chargé : neuf forums et un meeting. Malgré quelques absences de dernières minutes, l'ensemble des tables rondes se tiennent dans un climat de critique libertaire, de diversité, de contradiction, mais toujours dans la tolérance fraternelle et chaleureuse.

## Salle pleine pour l'anarchisme

Près de 800 personnes se sont entassées dans les salles Emma Goldman, Durruti, Sacco et Vanzetti, Louise Michel et Nestor Makhno. Les réflexions convergent alors vers deux axes :

— les similitudes d'exploitation et d'aliénation que nous vivons à l'Est et à l'ouest dans notre quotidien.

— la nécessaire globalisation de l'analyse anarchiste qui refuse les spéculations technocratiques et les formes de corporatismes sociétaires qui ne servent que les politiciens autoritaires, leurs sbires et les bonzes syndicaux.

Des délais trop courts dans la réalisation du colloque n'ont pas permis que nous nous adressions, en vue de participer, à l'ensemble du mouvement liber-

taire international. L'affluence, le besoin de dialoguer, la fougue de certains participants lors de cette journée sont autant d'éléments qui nous ont montré que notre hâte et notre volonté répondaient à une attente.

Un dynamisme s'est enclenché, regroupant les médias de la FA (le Monde libertaire, Radio-Libertaire, la librairie du Monde Libertaire...), ses réseaux d'action et de sympathie offrant la libre parole aux participants et aux intervenants.

Le solde positif du budget de la journée (1500 F) a été reversé à la FA italienne de Trieste en vue de lui venir en aide, en matière de financement de la rencontre Est-Ouest des 14, 15 et 16 avril, qui se trouve déficitaire.

## Meeting à Paris et manifs en Europe

En conclusion du colloque s'est tenu un meeting, animé par quatre intervenants (Russe, Italien, Français et le secrétaire de l'IFA) qui firent le tour des enjeux sociaux. Ils insistèrent sur notre internationalisme libertaire étranger à celui des capitalistes de la finance internationale, de la sacristie et de la politiciaille. Ils ont souligné, par ailleurs, notre volonté de développer l'anarchisme social organisateur et révolutionnaire, conciliant une éthique d'émancipation individuelle et la solidarité de nos luttes et de nos espoirs.

Dans toutes les grandes villes d'Europe les libertaires ont fait un 1<sup>er</sup> Mai à leur manière :

— à Moscou, nos compagnons ont « filé la colique » à Gorbatchev, qui a quitté la tribune.

— à Carrare, la police italienne a mis la ville en état de siège, en déployant 2 000 flics en armes pour empêcher la FA italienne de manifester sa volonté de récupérer les locaux qui lui furent attribués en 1945 lorsque les anarchistes libérèrent la ville du fascisme. La Fédération anarchiste française s'engage, à ce propos, à ce que le mouvement libertaire international développe une solidarité active.

— à Berlin-Ouest, si l'on en croit les médias, 600 anarchistes se sont affrontés une partie de la nuit avec les forces de l'ordre.

Dans toute l'Europe, nous avons célébré le centenaire du 1<sup>er</sup> Mai en mettant en avant la riposte anarchiste, alternative de rupture avec deux systèmes politiques qui montent en Europe et ailleurs : la social-démocratie et le fascisme.

Est-Ouest, le 1<sup>er</sup> Mai 1990 doit être une étape pour la construction du mouvement anarchiste européen, et au delà... Compagnes et compagnons, tous nos efforts, tous nos espoirs pour qu'un jour le muguet fleurisse rouge et noir.

Alain et Serge  
du secrétariat des  
Relations Internationales

## COMMUNIQUE DE LA CLEA

La Coordination des Lycéens et Etudiants Anarchistes (CLEA) a ouvert un lieu, et recherche des personnes susceptibles de participer à un athénée libertaire en vue du développement des activités suivantes : musique, ciné-club, conférences et centre social déjà existantes. Pour nous contacter passez (de préférence en soirée) au 6, rue de l'Hôpital-Saint-Louis, dans le X<sup>e</sup> arrondissement, ou écrivez à CLEA, émission « Dadzibao », librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## FETE DE SOUTIEN

L'Union locale CNT-AIT de Lille et la Fédération anarchiste appellent à participer au gala organisé en soutien aux sept postiers de Lézennes :

— 14 h 30 : montage vidéo,  
— 15 h : débat public, avec la participation de M. Henri Noguères, ancien président de la Ligue des droits de l'homme,

— 17 h : spectacle assuré par des Patricia Kam (chanteuse-interprète), Michel Willaey (auteur-compositeur) et le groupe de jazz Nordis,

— 20 h : spectacle de Philippe Val.  
Ce gala aura lieu le samedi 12 mai, salle Concorde, boulevard de Metz (M<sup>e</sup> Porte-des-Postes), à Lille. Des bons de soutien à 50, 80 ou 100 F sont en vente auprès des organisations signataires de l'appel : SNES, SNES-up, UL-CFDT, SUD, CNT-AIT, UNEF-ID, PCF, Communistes rénovateurs, AREV, Fédération anarchiste, LCR, Verts.

## SOUSCRIPTION

Une souscription est lancée pour la sortie prochaine de *Peutit Keupon l'Album*. Quarante-quatre pages pour cent vingt planches. La souscription est fixée à 25 F, mais si vous pouviez soutenir cette publication en versant 30 ou 40 F, ce serait mieux. Chèque sans ordre n<sup>o</sup> CCP : 24654 52 V, à envoyer à On a faim, BP 47, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

## ARCHIVES

La CNT Région parisienne, secteur archives, recherche tout document sur le courant syndicaliste-révolutionnaire et anarcho-syndicaliste. Textes, tracts, journaux, brochures, témoignages relatifs à l'action de la CGT du début du siècle, des syndicalistes-révolutionnaires durant la guerre, à l'action de la CGT-SR dans la période de l'entre-deux guerres, à l'action de la CNT dès l'immédiate après-guerre. Tout document est à transmettre à l'adresse suivante : CNT Région parisienne, secteur archives, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

## FETE DE SOUTIEN

Visant à recueillir les fonds nécessaires pour organiser la dénonciation du procès de Alain Pojolat et de Jean-Marie Engelen, qui se trouvent condamnés pour avoir hébergé des militants révolutionnaires italiens clandestins en France (voir ML n<sup>o</sup> 783) et lui apporter la réponse qu'il mérite, une fête est organisée le samedi 12 mai, à partir de 16 h, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris (M<sup>e</sup> Avron). Les bons donnant droit à l'entrée sont vendus au prix de 35 F. On pourra écouter de la musique et se restaurer.

Musique de 16 h à 22 h : jazz, chanson française, rock. A partir de 22 h : débat autour de la répression exercée contre le droit d'asile et de solidarité.

PREMIER MAI

# Marseille défile

**P**OUR que cette année le Premier Mai ne soit pas la répétition des manifestations des autres années (à peine une dizaine de personnes pour représenter le mouvement libertaire), les groupes Ascaso/Durruti de Marseille et Région toulonnaise avaient, depuis le mois d'avril, appelé tout ce que Marseille

rien. Pour notre part, l'initiative fut portée dans la mesure où plus d'une centaine de personnes répondirent à notre appel. Une telle chose ne s'était vue depuis bien longtemps. Négligeant de citer les militants et sympathisants de la FA, les médias mentionnèrent, cependant, la présence du SCALP.



compte d'anarchistes à venir manifester ensemble. Par ailleurs, un buffet campagnard était organisé après la manifestation. Quelques jours plus tôt des lycéens et des étudiants à l'initiative de la création d'une section du SCALP sont venus nous demander à participer à notre manifestation, malgré des « appels d'offre » émanant des jeunes communistes (ça existe toujours) et de la Ligue (encore) communiste.

La CGT, toujours au rendez-vous, prit la tête du cortège, précédée d'une barque de pêcheurs, symbolisant la lutte pour le maintien de l'emploi dans les chantiers navals de la Ciotat. Leur défilé de « luttes » ressemblait plus à une kermesse qu'à autre chose. Afin de les aider, nous suggérons que la centrale de Krazu fasse venir des majorettes. Les travailleurs seront certainement contents de se faire exploiter en musique, avec à la main un Ricard... sinon

Après la manifestation, nous nous sommes retrouvés une trentaine pour le repas. L'après-midi et une partie de la soirée furent occupées par de nombreux débats, alimentés par le flot de questions posées par nos sympathisants. De cette journée est né une espérance en des jours meilleurs, pour le mouvement anarchiste, dans notre ville de Marseille.

Nous tenons à remercier nos amis de Gémenos, qui nous prêtèrent le terrain où se déroula le pique-nique et qui par la même occasion nous fournirent le matériel adéquat en vue de sa réalisation. Nous tenons aussi à remercier nos compagnons de Nîmes, de Toulon et d'ailleurs qui firent le déplacement et toutes les personnes qui contribuèrent à la réussite de cette journée et nous encouragèrent dans nos actions futures.

Edmond des Caillols  
(Gr. Ascaso - Durruti)

SCALP

# Brutale fin de manif à Nation

**A** PRES la dissolution de la manifestation qui se déroula le 1<sup>er</sup> Mai, en après-midi, entre Barbès et les abords de la place de la Nation, à l'appel de la CNT-AIT — manifestation qui fut rejointe à Belleville par le cortège de la Convention nationale antifasciste, parti lui de Censier (1) — quelques 150 à 200 personnes, se dirigèrent vers la place de la Nation où se trouvait la fin du cortège de la CGT, composée presque exclusivement d'éléments marxistes turcs et kurdes. Confrontés à cette fin de cortège, les militants antifascistes se regroupèrent aux abords d'une entrée de station de RER.

L'apparition des manifestants de la CNAF eut le don de faire sortir de leurs cars les CRS surveillant le bon déroulement de la fin de manif de la CGT. Harnachés de leur casque et bouclier ceux-ci se déployèrent en direction de la station du RER. Face à cette avancée des forces de l'« ordre » quelques individus lancèrent des bouteilles, alors que d'autres faisaient les guignols juste devant elles.

Une première charge des CRS entraîna un recul des éléments antifascistes ; recul qui fut bientôt suivi d'une riposte, sous forme de jets de trois cocktails molotov, au moment où une jeune punk fut tabassée par les CRS sous les yeux de la foule et que d'autres flics tentaient d'attraper d'autres punks. Après un nouveau recul, les CRS recommencèrent à avancer en tentant de prendre en tenaille les manifestants ; ce fut alors la débanda-

de. Dans la mêlée, des militants antifascistes furent attrapés et malmenés par les CRS, d'autres qui pensaient pouvoir trouver refuge parmi les rangs de la CGT furent stoppés net par le service d'ordre cégétiste et se firent copieusement tabasser. A partir de cet instant les manifestants furent scindés en deux groupes, l'un se repliant vers la station de métro Avron par l'avenue de Taillebourg, où certains, au nombre d'une dizaine firent un sit-in. Pratique hélas fatale, dans la mesure où dix cars de CRS purent les encercler et leurs occupants les interpellèrent. Un autre groupe traversa courageusement la place de la Nation, ce qui donna lieu à des débats animés avec des membres de la CGT peu disposés à venir en aide, en appelant le SAMU, à un manifestant blessé qui était affalé, inconscient, sur un banc.

Le bilan de cette fin de manifestation, outre les blessés, s'est élevé à une quinzaine de personnes interpellées et gardées à vue au commissariat de la rue de Charenton. Bravant la crainte, une trentaine de militants antifascistes attendirent alors jusqu'à fort tard dans la nuit la libération de leurs camarades.

## SCALP de Paris

(1) quelques 200 à 250 personnes manifestèrent dans les rangs de la CNT et 6 à 800 autres, si l'on en croit certains participants, répondirent à l'appel de la Convention nationale antifasciste.



REFLEXION

# RDA - RFA : surmonter le silence

**C**A nous fait gerber. Dans la RFA non-révolutionnaire, des manifestants sont tabassés, mis en taule et aspergés d'eau par les véhicules anti-émeute, voire écrasés comme Conny Wissmann, qui à Göttingen, en voulant fuir devant une charge de la police a été happée par une voiture, en novembre 1989... et tout le monde gueule quand en RDA, au début de la soi-disante révolution, la clique au pouvoir positionne quelques chars (à Liepzig) sans les utiliser. On ne mentionne, par contre, nulle part les chars de la police ouest-allemande qui ont dû assurer l'évacuation de quelques cabanons squattés, situés sur un terrain vague de Hanovre.

En première page des journaux de l'Ouest on a dénoncé les plans de la Stasi (l'ex-police politique de la RDA) qui voulait installer des camps d'internement dans les châteaux du district de Gera. Sans vouloir justifier ces idées, soulignons que l'on n'a pas parlé de certaines lois qui existent en RFA : lois sur l'état d'urgence qui permettent, lors de troubles intérieurs, l'isolement de toutes les personnes résistant au pouvoir.

## Révolution non-violente

On essaie de nous faire croire qu'en RDA il s'agit d'une révolution non-violente. En tant qu'anarchiste, nous ne pensons pas qu'il suffit de changer quelques postes et de chasser quelques représentants du système pour dire qu'il y a eu révolution. En parlant de « non-violence », il ne faut pas oublier certaines différences qui séparent la RFA de la RDA :

— les mandarins ont essayé d'empêcher chaque mouvement démocratique d'une façon plus totalitaire qu'en RFA et ils ont réagi plus confusément lorsque la dissuasion habituelle ne fonctionnait plus et lorsque, pour la première fois depuis 1953, les masses ont osé descendre dans la rue ;

— comme réaction possible, il ne restait plus que la violence comme en Chine ou en Roumanie avec le risque de se noyer dans son propre sang, comme Ceausescu, ou une attitude indécise et

attentive avec la possibilité de sauver sa peau en s'adaptant aux nouvelles conditions ;

— contrairement à 1953, la période de la guerre froide était passée. L'utilisation de la force n'aurait pas seulement discrédité définitivement le système socialiste mais aurait surtout isolé la RDA ;

— la situation politique du Comecon et du Pacte de Varsovie diffère fondamentalement de celle de 1953. La RDA ne peut plus compter sur l'intervention militaire de son « pays frère ». Par ailleurs, la RDA ne pouvait plus recevoir ce soutien de ses voisins puisque la Pologne et la Hongrie se situent sur une ligne capitaliste et que la Tchécoslovaquie est en plein changement.

Alors que c'est la débacle dans les rangs du Pacte de Varsovie la RFA peut toujours compter sur l'OTAN, comme garant de sa « sécurité ». L'économie en RFA est florissante, mais il n'y a pas de modèle de société comme peut l'être l'Allemagne de l'Ouest pour les citoyens de la RDA.

L'Etat de la RFA, qui se dit démocratique, a pris l'habitude de considérer des centaines de milliers de personnes à Brokdorf et à Wackersdorf (sites nucléaires) comme des « fouteurs de bordel » et de les traiter comme tels.

Qui pourrait croire que cette situation changerait si maintenant des millions de personnes descendaient dans la rue ? Sans doute, en RDA, les conditions pour une révolution non-violente sont meilleures. En effet, sit-in et die-in, en RFA, sont considérés par la législation comme actions violentes mais pas en RDA. Les appels continus à la non-violence en RDA ne font que paralyser la gauche radicale plutôt que de l'aider.

## Socialisme et socialisme

A part le mythe de la révolution non-violente, un autre mythe se répand : le mythe de la fin du socialisme. « L'Allemagne a besoin de la liberté plutôt que du socialisme », voici un ancien slogan remis au goût du jour par les démocrates-chrétiens bavarois de la CSU. Ce parti ne se donne pas la peine de faire une distinction entre un socia-

lisme autoritaire et un socialisme libertaire. Cette distinction a pourtant été faite clairement il y a un siècle par Bakounine : « *Que l'avenir nous protège du despotisme et qu'il nous sauve des formes fatales et abêtissantes du socialisme d'Etat autoritaire et doctrinal. Soyons des socialistes mais ne devenons pas des "peuples moutons". Cherchons la justice totale : politique, économique et sociale mais seulement sur le chemin de la liberté.* ». A l'occasion des bouleversements à l'Est, nous devrions en profiter pour dénoncer le fascisme d'Etat, tantôt capitaliste tantôt marxiste-léniniste, et l'inhumanité des deux systèmes et leur opposer nos idées.

## Sur l'Etat

Les anarchistes sont des adversaires de l'Etat. Nous voulons écarter la domination qu'exercent certains hommes sur les autres ; l'Etat et la domination sont inséparables. Mais, jusqu'à il y a peu de temps, notre comportement vis à vis de la situation en RDA a été plutôt un non-comportement. Il nous semble exact de dire que certains mouvements populaires (en Amérique latine) nous paraissent plus proches. On n'a pas parlé du « rempart antifasciste » (1) de peur d'être mis dans le même sac que ceux qui propagent des slogans nationalistes pour la réunification. De toutes les tendances politiques, ceux qui ont l'habitude de « simplifier » l'actualité se sont empressés d'agir contre les anarchistes. Pendant que nous discutons des événements de manière confuse, nous prenions du retard sur l'histoire. L'histoire se fait sans nous.

Est-ce que nous risquons vraiment de couler dans le tourbillon de la réunification de l'Allemagne si nous déclarons ouvertement et clairement :

— que nous combattons sans condition les frontières comme les murs et que nous ne pouvons qu'approuver leur chute ;

— que dans ce sens, nous nous opposons aussi aux frontières intérieures, souvent plus subtiles, qui se manifestent par exemple dans la xénophobie ;

— que notre perspective après la chute des murs n'est pas la réunification mais

la dissolution de l'Etat avec toutes ses institutions.

— Que chaque unification dans le cadre des Etats a un caractère de contrainte qui implique la violence et la domination et à laquelle nous opposons la libre association des individus ?

## Stasi - Est / Stasi - Ouest

Un des rares résultats concrets et révolutionnaires des derniers mois en RDA, un début pour moins d'Etat, a été la dissolution de la Stasi grâce à la pression de la base. Les 85 000 collaborateurs permanents et les 100 000 indicateurs de la Stasi ne doivent pas nous cacher les réalités en RFA. La Stasi en RDA était la seule institution pour la poursuite et l'espionnage des oppositionnels au régime et était compétente pour beaucoup d'autres « devoirs »... Pour ces mêmes « devoirs » on trouve en RFA le LKA (direction générale de la police des länders), le BKA (direction nationale de la police criminelle), le BGS (protection fédérale des frontières), le BND (DST, DGSE), MAD (contre espionnage militaire) et les sections de la police chargée des affaires politiques...

Personne ne sait combien de personnes nous surveillent, nous sondent, nous provoquent, nous réglementent, nous contrôlent, nous censurent, nous commandent, nous gênent, nous administrent, nous trompent, nous volent, nous oppriment... Pour déjouer la coopération policière envisagée entre la RFA et la RDA, nous devrions tout mettre en œuvre contre ces institutions ouest-allemandes et soutenir de semblables efforts en RDA.

## Quelles perspectives pour demain ?

Pas d'expérience ! Une révolution allemande : les gens soumis et adaptables à souhait demandent le silence, l'ordre et la propriété. La xénophobie est aussi typiquement allemande : après quarante ans de socialisme d'Etat, enfin arrivé dans la liberté, le peuple dominant (Allemands de l'Est) tabassent les Polonais et les Russes dans les foyers

d'accueil à l'Ouest ! Révolution ? « *La révolution telle qu'elle existe réellement aujourd'hui est fade. Ce n'est pas la faute d'événement mais faute de sujets originaux. Elle est devenue révolution Rank-xerox n'exerce de la vitesse qu'en copiant les conditions de la RFA comme-ci nous n'en avions pas déjà assez.* » (commentaire tiré de *Tageszeitung*). Il y a assez de choses à changer : — le système d'éducation, la justice, l'administration — les mêmes structures autoritaires qu'au début de cette révolution de novembre qui n'en n'est pas une.

Pendant les conférences de l'opposition en RDA, les contradictions de la société capitaliste sont apparues clairement mais personne n'en parle. Le « Nouveau Forum », comme dernier groupe d'opposition important, se prononce également aujourd'hui pour une économie de marché. Et quand même, en dépit de tous ces développements, la discussion soutenue des projets autogestionnaires et le soutien à de telles initiatives en RDA comme en RFA sont importantes que jamais et pas seulement pour les anarchistes :

— Aussi dans les Etats industrialisés la répartition plus équilibrée des revenus pourrait amoindrir les écarts entre riches et pauvres.

— Le découplage de revenus et rendements ainsi que la création de motivations non financières (autodétermination et environnement sain) pourrait changer la maxime « chacun pour soi et plus vite... » et créer une société plus humaine. Les frustrations des ouvriers et des frustrés du socialisme d'Etat. Et dans la CEE les concentrations de pouvoirs rationalisent brutalement. Des initiatives de la base pourraient ouvrir une nouvelle voie qui soit une fuite en avant et qui au niveau mondial prendrait en compte les affamés.

Gerald (*Direkte Aktion*)

Traduction de Burkhard et Bernard (Gr. Humeurs noires de Lille)

(1) Le « rempart antifasciste » est la qualification pour l'ancien régime. Le mur de Berlin empêchant le fascisme de pénétrer en RDA.

## YUGOSLAVIE

# Le groupe Kamov dénonce

**L**E saviez-vous ? Slobodan Milosevic, président de la république socialiste de Serbie, prétend être à l'origine du renouveau démocratique en Europe de l'Est.

## L'hégémonie serbe

C'est vrai, en Serbie on est descendu en masse dans la rue avant les autres. Mais c'était avant tout contre les autres peuples de la fédération yougoslave et à l'instigation du parti communiste, qui a vu dans le nationalisme la possibilité d'une nouvelle légitimité.

Sous la coupe de son leader charismatique, la Serbie vise à l'hégémonie en Yougoslavie. Elle s'oppose à toutes les autonomies locales qui remettraient en cause son rôle de Nation-guide. Le pou-

voir national-communiste en Serbie a déjà supprimé l'autonomie de la province du Kosovo, peuplée à 90% d'Albanais. Ces derniers ont réagi aux printemps 1989 et 1990 par la grève générale et par des manifestations quotidiennes. La répression a fait des dizaines de victimes. Aujourd'hui, malgré des mesures d'assouplissement, le Kosovo est quadrillé par la police et l'armée. Cependant le nationalisme n'est pas l'apanage des seuls Serbes. Des processus d'homogénéisation nationale non moins inquiétants touchent l'ensemble des peuples de Yougoslavie. Les premières élections libres en Slovanie et surtout en Croatie l'ont démontré.

Le gouvernement fédéral, quant à lui, prétend construire un « nouveau socia-

lisme ». En fait, il travaille à la restauration du capitalisme. Une grande partie du secteur social de l'économie sera privatisée. Le coût social des restructurations économiques sera très élevé. Le chômage, la pauvreté menacent aujourd'hui plus qu'hier les travailleurs yougoslaves. La bourgeoisie rouge, elle, saura tirer profit du nouveau système.

## Refuser l'oppression

Mais sommes-nous condamnés à subir le pouvoir des Etats communistes, capitalistes ou fascistes ? Il ne tient qu'à nous de refuser l'oppression et d'œuvrer dès aujourd'hui à la construction d'une société nouvelle, libertaire. Celle-ci ne sortira pas des urnes, seule la lutte

contre tous les Etats (unifié, fédéral ou confédéral) et toutes les formes les formes de l'autorité (religieuse, politique ou économique) peut nous y mener.

Cette lutte, les travailleurs du monde entier la fêtent le Premier Mai, les libertaires yougoslaves également et ils promettent la vie dure aux nouveaux maîtres « démocratiquement élus » ou pas.

## Gr. libertaire yougoslave Kamov

(tract distribué le 1<sup>er</sup> Mai, à Paris, lors du défilé convoqué par la Fédération anarchiste)

Pour tout contact avec le groupe Kamov écrire à : « Vents d'Est », librairie du Monde Libertaire : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Chronique du fascisme ordinaire

### Violence à Bonn

Durant la nuit du 21 au 22 avril, en plein centre-ville de Bonn (capitale de la RFA) un groupe de skin heads a attaqué cinq passants en les blessant grièvement (coups de matraques, coups de pieds, gaz lacrymogène...). Douze skins ont été arrêtés — âgés de 17 à 21 ans — ils ont été conduit au commissariat du centre-ville. Un autre groupe d'une quinzaine de skins ont voulu les libérer et en ont été empêchés par des renforts de police. Le « guide » de la bande, pour signaler son départ, leur fit signe du salut nazi...

Burkhard et Bernard (Gr. Humeurs noires de Lille)



CHINE

# Après le printemps du peuple, l'automne des patriarches

**« Nous voulons devenir maîtres de notre propre destinée nous n'avons pas besoin de dieux ni empereurs, nous n'avons foi en nul sauveur, nous voulons avoir barre sur notre propre vie. »**

Wei Jingsheng

**C**e quatrain est en quelque sorte la quintessence du second Printemps de Pékin, mouvement né d'un simple hommage spontané à l'ex-secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, symbole de l'intégrité et d'une volonté de changement, lors de ses funérailles à la mi-avril 1989, et dont l'ampleur a pris ensuite les allures d'un raz de marée menaçant d'engloutir le régime communiste au pouvoir jusqu'à la répression sanglante des 3 et 4 juin.

Jamais ce régime n'avait eu aussi « chaud ». La carotte des réformes ayant produit un effet boomerang, ne restait que le bâton : « Il faut extirper jusqu'aux germes de la rébellion, abatte d'un seul coup toutes les organisations illégales du pays et procéder aux punitions nécessaires sans publicité inutile » déclare Deng Xiaoping le 16 juin. Le 24, le 4<sup>e</sup> Plénum du Comité central définit les quatre tâches principales de l'heure comme étant l'écrasement total de la rébellion, le rétablissement de l'ordre économique, le renforcement de l'éducation idéologique et la consolidation du parti dans son rôle dirigeant. Un an après, qu'en est-il ?

## L'écrasement total de la rébellion

Cent cinquante tués officiellement, 1 300 d'après Amnesty, 10 000, voire plus selon les dissidents réfugiés à l'étranger. Peu importe finalement, pourrait-on dire, car malgré les efforts désespérés du pouvoir en place pour minimiser les chiffres et par là-même l'ampleur de la contestation, il est évident que ce mouvement du Printemps de Pékin 1989 fait désormais partie de ces événements historiques après lesquels « les choses ne peuvent plus être comme avant ». Jamais la revendication démocratique n'avait été soutenue par une aussi large fraction de la population — les photographies montrant les foules immenses de Tiananmen ridiculisent la thèse officielle de la « petite poignée de comploteurs » —, mais surtout jamais, sauf peut-être en 1949 dans les derniers jours du Guomindang, une équipe au pouvoir en Chine n'avait été aussi clairement et massivement rejetée par le peuple. Car l'innommable pour un régime communiste c'est qu'artisans, étudiants, employés et ouvriers ont vécu dans la rue des heures de communauté où les rôles sociaux étaient abolis et l'on agissait comme si les classes avaient réellement disparu, c'est que ce sont les travailleurs qui se sont montrés les plus acharnés à combattre les militaires et la bureaucratie. D'autant que la rébellion n'est pas restée circonscrite à Pékin mais a touché une centaine de villes en province ainsi que de nombreuses régions rurales.

La répression sera donc sans merci. Dans un document révélé par le Wei Wei Po de Hong Kong, le vice-président de la République, Whang Zhen, appelle en

juillet « à totalement éradiquer les bourgeois libéraux, émeutiers et contre-révolutionnaires, en supprimer un grand nombre, les tuer ou les réduire selon le cas, en envoyer un grand nombre en camps de travail, retirer à tous les permis de résidence en ville et les envoyer dans les régions frontalières se réformer par le travail forcé. » Chaque comité du Parti doit régler son compte à son quota de contre-révolutionnaires, quitte à faire grimper dans les charrettes toute une masse de condamnés de droit commun maquillés pour la circonstance en coupables de « libéralisme bourgeois ». Procès secrets, détention sans jugement, application de l'article 102 du Code criminel au terme duquel « quiconque incite les masses à douter du parti et du gouvernement » risque cinq à quinze ans de prison : fin août, selon les sources diplomatiques à Pékin, 10 à 30 000 personnes auraient été jetées en prison depuis le 4 juin et près de 10 000 exécutées dont la moitié à Pékin.

## La reprise en main

Cette répression brutale s'accompagne d'une vaste reprise en main. Des dizaines de livres sont interdits et les journaux qui soutenaient le mouvement des étudiants pour la démocratie s'en tiennent désormais à la ligne officielle. Parallèlement un concours national est lancé le 24 août destiné à récompenser la meilleure œuvre illustrant « l'écrasement de la rébellion contre-révolutionnaire », à « glorifier les actes héroïques de l'armée, de la police et de la population », et à « démasquer les conspirateurs et les bandits ». Il s'agit de criminaliser le mouvement et de dénoncer « la main de l'étranger ». Dans le cadre de la « Campagne des six fléaux » qui s'ensuit — prostitution, pornographie, enlèvement et vente de femmes et d'enfants, drogue, jeu, pratiques superstitieuses —, ces fléaux sociaux sont amalgamés avec le « complot » ourdi par les étrangers pour « renverser le socialisme » puisque d'après Li Ruihan, membre du Bureau politique, « la pornographie est le catalyseur qui a précipité le déferlement du libéralisme bourgeois », c'est à dire les revendications démocratiques, après que « par divers canaux l'ennemi étranger ait disséminé massivement les livres pornographiques et réactionnaires » !

Les condamnations à mort continuent d'être prononcées pour simplement « s'être livré à des activités contre-révolutionnaires » à Pékin, comme dans le Shandong à l'est et le Sichuan à l'ouest. La levée de la loi martiale le 10 janvier 1990, au bout de 235 jours, n'a qu'une valeur symbolique, destinée en priorité à l'opinion internationale puisque parallèlement est encouragée « la chasse aux éléments hostiles ». Malgré ce, le pouvoir n'arrive pas à « extirper les germes de la rébellion » car « tout le monde était dans le coup » et surtout les gens sont restés solidaires.

Dans un premier temps, la politique de réformes économiques n'est pas remise en cause dans son principe mais sont stigmatisés ses dérapages, l'« ouverture » ayant combiné les tares du capitalisme bureaucratique avec celles du capitalisme sauvage. PC se traduit désormais par « parti combinocrate » : corruption massive des cadres, spéculation, course éfrénée aux trafics, pillage des biens publics, indifférence aux priorités politiques de l'intérêt collectif au profit de la logique du marché et du profit. La presse donne maints exemples d'affaires illégales ayant rapporté gros, souvent autour du million de yuans — alors que le salaire moyen d'un ouvrier

qualifié tourne autour de 100 yuans —, et qui la plupart du temps restent impunies, comme dans le cas de la Société de développement international du Hunan, province natale de Mao, car « Yang Huiquan, vice-gouverneur du Hunan, en charge de la remise en ordre des sociétés de la province, se trouve être le beau-père du directeur général adjoint de cette compagnie » (« La Chine en construction », novembre 1989).

Le taux d'inflation atteint 28% en moyenne au cours du premier semestre 1989 et même 35% à Pékin. Parallèlement la dette extérieure est en zone rouge : 42 milliards de dollars fin avril 1989, dont la moitié due au gouvernement et aux banques japonaises, entraînant des remboursements annuels de 10 milliards de dollars, soit 12 à 15% des entrées en devises, et alors que le déficit de la balance commerciale est également de 10 milliards de dollars. Pour la première fois, la Chine apparaît dans le classement des pays « à risque » d'autant que les sanctions décidées par la communauté internationale au lendemain des massacres des 3 et 4 juin concernant les prêts internationaux, c'est à dire les crédits bilatéraux ou consentis à travers la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, sont maintenues avec effet sur les banques commerciales, plus méfiantes et plus regardantes car les prêts internationaux constituent une garantie à leurs propres opérations. Résultat, à la fin de l'année 1989 sur les cent grands projets stratégiques de développement des infrastructures lancées dans le cadre du plan et qui dépendent des concours internationaux, soixante-dix sont gelés.

## La machine grippée

Le parti décide alors, au terme du 5<sup>e</sup> Plénum du comité central du 9 novembre, de tourner le dos aux réformes : il reprend en mains les rênes de l'économie en rendant aux firmes d'Etat de grande et moyenne taille leur « rôle de colonne vertébrale de l'économie nationale » ; le secteur privé est qualifié de simple complément et les banques privées interdites. Résultat : les restrictions des crédits aux entreprises rurales, au nombre de dix-huit millions et qui avaient généré la création de cent millions d'emplois, entraînent des faillites en chaîne aggravant l'exode rural en décollant, ferment d'agitation sociale en mesure de se joindre aux ouvriers, d'autant que l'Etat, par manque d'argent, paie une partie des céréales indispensables pour nourrir les villes en bons d'achat non monnayables accroissant ainsi le mécontentement des paysans.

La politique d'austérité mise en œuvre grippe la machine : la production est arrêtée ici et là, d'autant que les velléités d'ardeur au travail se font rares ; le nombre des chômeurs dépasse les cent millions et la monnaie est dévaluée de 21% en décembre. Présentant le nouveau budget le 21 mars 1990, et alors que pourtant Occidentaux et Japonais ont depuis « normalisé » leurs relations sur le plan économique, le ministre des finances, Wang Bingjian, dresse un tableau sombre de la « situation actuelle (qui) demeure grave. Notre pays rencontre des difficultés financières et souffre d'un manque de liquidités, tout en étant handicapé par de multiples et lamentables exemples de gâchis ». Comme rétablissement de l'ordre économique, on peut rêver mieux !

Jean-Jacques Gandini

PAYS DE L'EST

# Les nouveaux citoyens consommateurs

**D**eux articles publiés par l'*International Herald Tribune* offrent une belle image de l'avenir de la démocratie qui vient de s'établir dans les pays d'Europe de l'Est. Le premier (1) nous apprend que de nombreux apprentis journalistes partent pour Washington afin de s'initier au fonctionnement de la démocratie parlementaire auprès des personnels chargés d'aider les sénateurs et les membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique.

Ces nouvelles élites découvrent donc avec ravissement ce qu'elles regardent comme la quintessence de la démocratie. Après les expériences du joug « léniniste » le balancier est passé de l'autre côté de l'Atlantique. Surprenante fascination pour un système politique dont on sait qu'il est lui-même entré dans une situation de crise ; moins de la moitié des électeurs américains élisent leur président et leurs représentants, lesquels ne sont plus que les porte-parole de lobbies organisés en comités de pression aux pouvoirs immenses.

## L'aveuglement des nouvelles élites

Aveuglement des nouvelles élites d'Europe orientale qui vont chercher leurs modèles dans un pays où plus de 10% de la population (vingt millions d'habitants) vit au-dessous du seuil de pauvreté défini par la FAO, où, laissés à l'abandon, certains quartiers des plus grandes villes ne sont plus que le champ de bataille de tous les trafics. Noirs, Latino-américains, Haïtiens, Portoricains sont les acteurs de ce monde de misère et de violence. Mais d'aucuns le savent, seul ce qui satisfait l'homme blanc a véritablement d'importance. C'est ce que vont apprendre les futurs journalistes de l'Europe de l'Est démocratique.

Si les publicistes racontent des bobards, les banquiers, en revanche, se montrent beaucoup plus sérieux. Voilà ce qu'on peut lire dans un article de la livraison de l'*International Herald Tribune* où M. Laulan (2) propose un plan de formation générale des citoyens des pays de l'Est. Le canevas est simple et se résume ainsi : puisque ces gens (les habitants des pays de l'Est) n'ont pas appris à travailler de manière efficace, tout ce qu'on peut leur offrir ou leur prêter ne pourra en rien changer l'état des choses et des esprits. Ce qu'il critique implicitement manifeste, à mon sens, la seule conquête ouvrière obtenue sous les régimes communistes, à savoir le droit à la paresse. Le dressage stakanoviste fut une faillite si on le compare au dressage occidental où grâce au crédit, à l'hypertrophie de la consommation, à l'appareil judiciaire qui le protège et aux injonctions permanentes de la langue de bois de la marchandise triomphante, la « pub », les salariés sont en quelque sorte tétanisés devant l'idéologie économiste invoquée comme garantie du système socio-politique.

Les banquiers occidentaux le savent et redoutent de voir à nouveau leur argent flamber en opérations peu rentables. Or, à l'exception de l'Allemagne de l'Est, l'effondrement brusque des régimes communistes d'Europe de l'Est n'entraîne pas automatiquement l'accès à l'abondance. C'est même la situation inverse qui prévaut. Les incantations fébriles offertes au libéralisme le plus radical par les anciennes-nouvelles élites provoquent une grave récession évidente en Pologne, menaçante en Hongrie, peut-être dominante demain en Tchécoslovaquie. Les résultats électoraux d'Allemagne de l'Est sont éclairants et obligent à tirer au moins

une conclusion : les peuples ont voté et voteront pour ceux qui leur promettent l'abondance immédiate et non pour ceux qui leur proposent l'effort de reconstruire une démocratie vivante qui ne soit ni la dictature d'une bureaucratie féroce ni celle d'un marché oublieux des productions de richesses.

## Une nouvelle servitude volontaire

Notre banquier le sait qui nous rappelle froidement que la liberté politique n'a pas de relation directe avec le développement d'une économie de libre marché et d'abondance. Pour l'obtenir, encore faut-il devenir comme nous et donc « dresser » les peuples de l'Europe de l'Est. Toutefois notre brave banquier omet de rappeler l'essentiel. En effet, il n'y a d'enrichissement global des peuples qu'en fonction de la position plus ou moins dominante occupée par l'industrie et la finance d'un pays à l'échelle de la planète. Puisque l'économie planétaire n'est fondée sur rien d'autre que l'augmentation exponentielle du profit, alors l'enrichissement des peuples (ou de fractions de peuples) implique l'appauvrissement simultané d'autres peuples (ou de fractions d'autres peuples), plus généralement aujourd'hui celui d'autres pays. Dans cette course à la production-consumation, l'Europe de l'Est, hormis la nouvelle Allemagne, est loin de partir gagnante.

D'un côté on forme des journalistes à l'occidentale (comme si la presse occidentale était le lieu privilégié où s'énoncerait la vérité du monde, la domination des stratégies économiques) ; de l'autre on propose un vaste plan éducatif, sorte de formation générale permanente, de consommateurs avides et donc plus soumis aux injonctions de l'idéologie économiste dominant toutes les interprétations de devenir. C'est là, me semble-t-il, l'aspect inédit des mutations socio-économiques à l'Est, parce qu'elles impliquent d'abord le façonnement de l'esprit des consommateurs afin de les préparer à l'obéissance et l'efficacité dans la sphère de la production. Il n'y a donc pas à s'étonner naïvement si les premiers accords commerciaux signés avec les nouvelles autorités des pays de l'Est portent sur les régies publicitaires, l'ouverture de nouvelles stations de radio et de télévision privées. Comme si en France, en Italie, en Grande-Bretagne la multiplication des médias avait changé quoi que ce soit de l'unanimité et au conformisme dominant.

Comment faire de bons travailleurs, bien aliénés, bien dociles, c'est-à-dire prompts à accepter le chômage comme fatalité inéluctable ? Sous la rationalité pédagogique du banquier, la vérité est plus crue : il s'agit tout bonnement de transformer leurs représentations de consommateurs pour que leurs espoirs légitimes de mieux-être ne soient plus que la fantasmagorie d'un cauchemar et d'une peur dominés par une insatiable avidité. C'est en modifiant les besoins des hommes que l'on peut attendre d'eux une nouvelle version de la servitude volontaire. Pour ce faire, la publicité ne saurait suffire, il faut y adjoindre l'action propagandiste des nouveaux prophètes du vrai et du bon : les journalistes.

Claude Karnouh

(1) Helen Dewar, « How-to Democracy Course. East European Study the US System's Nitty-Gritty. », *International Herald Tribune*, Paris, Wednesday, April 11, 1990.

(2) Yves Laulan, « For a Fulbright Training Program », *International Herald Tribune*, Wednesday, April 11, 1990. Monsieur Laulan est ancien directeur du département économique de l'OTAN, aujourd'hui banquier.



NOTES DE LECTURE

« Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste » (1)

**D**E prime abord ce livre, épais, dense, méticuleux, austère, semble ne viser qu'à « apporter la démonstration de l'existence d'une troisième classe intermédiaire entre la classe capitaliste et le prolétariat, la classe de l'encadrement capitaliste. » et partant à déterminer la place et le rôle de cette troisième classe dans le processus historique de la lutte des classes depuis un siècle.

En fait, par delà un safari « sociologique » où la traque du « troisième larron de l'histoire » s'effectue à l'arme lourde d'une phraséologie béton et par delà quelques robustes opérations de commando au cœur « de cette version radicalisée du projet politique de l'encadrement capitaliste qu'est le socialisme scientifique » cet ouvrage poursuit de manière implicite un projet autrement plus ambitieux : celui du balisage d'une rénovation du marxisme. Et c'est bien là que se situe tout le paradoxe de ce bouquin !

D'un côté, en effet, Alain Bihr tranche gaillardement dans le lard, le muscle et le squelette de ce qu'il appelle le marxisme classique et de l'autre il module ses coups, évite les centres vitaux et soigne le « mal » par le mal.

Ici, il va donc essayer de cerner l'exis-

tence de cette classe de l'encadrement qui sévit ici et là par delà les frontières idéologiques, se mettant ainsi en position d'hérésie par rapport aux « papistes » qui arcbutent depuis la nuit des temps leur cohérence sur l'existence de deux classes « fondamentales » : la bourgeoisie et le prolétariat. Il va utiliser dans sa recherche une grille d'analyse prenant en compte la division sociale du travail dans son ensemble et non pas les seuls rapports de production, ce qui va l'amener à placer dans la classe de l'encadrement capitaliste « le personnel d'encadrement des entreprises capitalistes, celui des appareils d'Etat, les professionnels de la vie syndicale et politique... et tous ceux qui dans la division sociale du travail ont pour fonction d'assurer la reproduction globale du capital » (rebelote dans l'hérésie !). Et il va aboutir à « déplacer le centre de gravité de l'analyse des rapports de classe des rapports d'exploitation vers les rapports de domination. » (Le sacrilège suprême).

Là, il va au contraire poursuivre dans la voie de ce même marxisme classique, en s'affublant de ses ties les plus grossiers. C'est ainsi qu'il va placer les secrétaires, les comptables... dans la classe de l'encadrement capitaliste en les qualifiant (p.49) en prime d'« improductifs » (soit le vieux mythe de l'ouvrier en bleu

de travail qui permet de passer à côté des secrétaires à 4 500 balles et des correcteurs à 1,5 brique). C'est ainsi également qu'il va nous conjuguer le sens de l'histoire en nous expliquant que les intérêts de cette classe de l'encadrement sont « la modernisation, la rationalisation et la démocratisation de la société capitaliste (p.252), qu'elle est un fervent partisan d'« un révolution permanente (p.255) », que le processus d'étatisation du capitalisme présente un caractère de nécessité historique (p.295) » et que le socialisme dit scientifique n'a prospéré que dans les pays arriérés (Thorez, Togliatti ou le Parti communiste allemand évoluant sans doute en Afrique). Et c'est ainsi, enfin, qu'il va nous refaire le coup du bilan globalement positif en nous expliquant (p.346) « qu'en important l'idéologie socialiste dans le mouvement populaire l'encadrement radicalisé élève incontestablement le niveau de conscience politique des masses populaires », et qu'il ne va nous épargner ni la vieille rengaine stalinienne sur les étudiants petits bourgeois de Mai 68 ni l'ahurissant « les jeunes générations de l'encadrement d'après guerre allaient progressivement se radicaliser, notamment à la faveur des péripéties politiques de la guerre d'Algérie (p.396). »

On l'aura donc compris, dans ce livre où comme il le dit lui-même « notre ana-

lyse critique de la classe de l'encadrement est de part en part marxiste même lorsqu'elle conduit à mettre le marxisme classique lui-même en question en tant qu'idéologie de l'encadrement (p.402) », Alain Bihr navigue hardi tient bon à hue et à dia dans les eaux troubles de l'éternel remake pastel hollywoodien du « Je t'aime, moi non plus ». Ce serait cependant une erreur que de sourire du pathétique de ce volontarisme idéologique — fort peu marxiste au demeurant — ramant désespérément à contre-courant de l'évidence têtue des faits, car il plonge tout entier ses racines dans la mystification.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, en collant une même étiquette (celle de la classe de l'encadrement capitaliste) sur deux bibines aussi différentes que l'encadrement Coca-Cola et l'encadrement Marx-brothers Alain Bihr évacue pour l'essentiel la dimension idéologique d'un type bien particulier de domination. Réduit à sa seule dimension de classe le

marxisme classique peut ainsi sauver son âme.

Là se situe, sans aucun doute, l'exploitation de l'étonnant silence de l'auteur — par ailleurs signataire d'un appel pour une alternative libertaire — sur les analyse, en termes de techno-bureaucratie, que les libertaires ont effectué il y a déjà quelques temps sur le phénomène de l'encadrement capitaliste (2) et qui est-il besoin de le préciser aboutissent à des conclusions n'allant pas franchement dans le sens d'Alain Bihr.

J.-M. Raynaud

(1) *Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste*, Alain Bihr, éd. L'Harmattan.

(2) Les nouveaux patrons : onze études sur la techno-bureaucratie, éd. Noir, 1979.

Pour l'achat de livres, revues, disques et cassettes pensez à la librairie du Monde Libertaire.

REVUE

L'Histoire vue par Gavroche

**L**E 50<sup>e</sup> numéro de *Gavroche*, « revue d'histoire populaire », vient de paraître. Indépendante, mais toutefois bien ancrée à gauche, *Gavroche*, qui a pris la relève du *Peuple français*, a dix ans d'existence. Cette revue doit recevoir les encouragements de tous ceux qui estiment que l'histoire est trop souvent réécrite au profit du pouvoir, c'est-à-dire d'une classe sociale aisée détenant les outils d'information, et que le point de vue de ces millions d'anonymes qui font eux aussi l'histoire, par leur travail, leur engagement, qui sont confrontés aux événements au travers de leur vie quotidienne, est presque toujours négligé.

Dans *Gavroche*, au fil des numéros, au fil des articles signés quelquefois par des

noms qui ne sont pas inconnus dans le mouvement libertaire (Marianne Enckell, Jean-Jacques Gandini, Yves Blavier, Michel Auvray...), le lecteur est invité à appliquer un nouveau regard sur le passé, et, partant, sur l'actualité contemporaine. En effet, comme le chante Henri Tachan, l'histoire ce n'est pas seulement la couleur des selles du roi... ! N'est-il pas plus intéressant d'apprendre comment les travailleurs, éternels absents des instances du pouvoir, appréhendent les décisions politiques, les guerres et autres joyusetés que les puissants cococent dans l'ombre de leurs luxueuses résidences ? Ou de suivre pas à pas l'évolution d'une grève, les progrès industriels réalisés dans un corps de métier, ou encore de faire connaissance avec l'un de

ces multiples inconnus qui jalonnent le cours de l'histoire ? A titre d'exemple, citons ces articles, relevés dans les trois derniers numéros : « la Commune démolit la colonne Vendôme », « Emile Pouget, enthousiasmes et déceptions d'un militant », « Pour maintenir la mémoire de la déportation et du génocide », « La guerre d'Espagne en cartes postales », « La politique à l'école, lettres de 1891 à un jeune instituteur », « Le Maccarthysme », etc.

Cette démarche, pour le moins courageuse par les temps qui courent, explique sans doute pourquoi le gouvernement Chirac avait tenté de proscrire *Gavroche* des bibliothèques parisiennes en 1987. Les Versaillais demeurent vigilants ! Sans publicité ni subvention, *Gavroche*, comme d'autres publications que nous connaissons bien ne vit que grâce à ses lecteurs. S'y abonner (1), c'est défendre une conception de l'histoire dans laquelle le peuple n'est plus simplement témoin, mais acteur, une histoire sur laquelle, pour peu que nous nous en donnions les moyens, ils nous est possible d'influer, afin de la diriger dans le sens de nos aspirations.

Thierry Maricourt

(1) Le numéro : 30 F. Abonnement pour cinq numéros (dont un double), 150 F (étranger : 190 F, étudiant : 130 F). *Gavroche*, éd. Floréal, BP 872, 27000 Evreux cedex.

CONCERT EXCEPTIONNEL

Le dimanche 20 mai, à 15 h 30, pour la fête du *Combat syndicaliste* Marie-Josée Vilar et Serge Utgé-Royo au TLP-Déjazet, 41, bld du Temple (M<sup>o</sup> République). Tarif : 60 F Billets vendus au TLP et à la CNT : 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

MUSIQUE

Le TBB Blues

TBB, ça veut dire tout simplement qu'au théâtre de Boulogne-Billancourt, dans la banlieue parisienne, il y aura du blues du 15 au 20 mai. Oh je sais que j'ai déjà annoncé le programme, mais pour une fois que les programmes alléchants n'ont pas été élu domicile en Hollande, Grande-Bretagne ou Etats-Unis, tapons sur le clou !

Reprenons tout par le menu et commençons par le 15 mai à 20 h 30, à la patinoire de Boulogne (1, rue Victor-Griffuelhes. M<sup>o</sup> Marcel-Sembat). Ce sera Lonnie Brooks en première partie. Talent excitant, mélange d'influences louisianaises et du Chicago blues du West Side tout a été dit sur lui, il ne restera plus qu'à juger sur pièces ! En deuxième partie Etta James, venu du gospel et du rythm and blues pour recevoir le meilleur Grammy Award pour le titre de meilleure chanteuse de blues 89-90.

Jeudi 17 et vendredi 18 mai, Walter « Wolfman » Washington, ex-guitariste de Lee Dorsey et de Fats Domino, donnera en première partie sa version actuelle du blues de la Nouvelle-Orléans. En seconde partie The blues brothers band rassemble les meilleurs musiciens de l'ancien label Stax pour la première fois sur une scène parisienne. Matt Murphy (qui joua longtemps avec Memphis Slim) et Steve Cropper aux guitares, Donald « Duck » Dunn à la basse, Eddie Floyd au chant pour ne citer que les plus connus !

Le samedi 19 mai l'ouverture sera assurée par Anson Funderburgh et The Rockets, groupe blanc avec un harmoniste-chanteur noir, Sam Myers, ont eu aussi un Blues Awards (meilleur groupe 1988). A voir si c'est encore mieux en 1990 ! Pour finir la soirée mon préféré des trois Kings (les deux autres étant Freddie et B.B.) Albert King avec sa voix rauque, sa guitare Lucy et son jeu de gaucher.

Pour finir en beauté, en réconciliant blues et soul music, ce sera le dimanche 20 mai. A 17 h 30 l'exilé du Chicago blues : Eddie Campbell, qui perpétue la tradition du quatuor (guitare, basse, batterie, piano), en reprenant des classiques de la Windy City comme des originaux. Expression peut-être un peu éculée mais ici pleine de saveur !

Otis Grand et les Dance Kings sont déjà venus au festival de blues de Bagneux. Amateurs de « superbes riffs de cuivre, guitare ondulante, contrebasse et piano boogie » seront à la fête !

Pour finir, ce TBB blues Curtis Mayfield, un des « soul brothers soul » qui bien avant Prince eut l'audace d'utiliser dans les aigus le registre étendu de sa voix.

Bref, à la patinoire de Boulogne-Billancourt du 15 mai au 20 mai il y en aura pour tous les goûts, mais rien que du bon !

Thierry (« Blues en liberté »)

La nuit du cinéma de Radio-Libertaire

Le dimanche 13 mai, de 16 h à minuit, au TLP-Déjazet, qui est situé au 41 boulevard du Temple, 75003 Paris (M<sup>o</sup> République), se déroulera la première nuit du cinéma de Radio-Libertaire. Au programme sont annoncés les films suivants :

- 16 h : ouverture de la première nuit du cinéma avec la projection du film *Alger la blanche* de Cyril Collard, précédée d'une présentation du film par l'auteur.
- 17 h 30 : projection de *L'affaire est dans le sac*, des frères Prévert, présenté par J.-P. Pagliano.
- 19 h : projection de *Love Kills* de Christophe Farnarier, présenté par des membres de l'association Love Kills (association artistique de lutte contre le SIDA).
- 20 h - 20 h 45 : pause, sous forme de buvette, de débats et de rencontres.
- 20 h 45 : projection du film *Le Sud* de Fernando Solanas, présenté par Djamilia Olivesi, collaboratrice et productrice des films de Fernando Solanas.
- 23 h 15 : projection du film *Alger la blanche* de Cyril Collard.

Les prix des places sont de 70 F et 50 F pour les porteurs de la carte Radio-Libertaire. L'entrée est gratuite pour les moins de quinze ans. la location des places se fait à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél : (16).48.05.34.08.

Radio-Libertaire



**R**ENDEZ-VOUS

**BOURGOIN-JALLIEU**  
Le Collectif anarchiste et le groupe FA de Bourgoin-Jallieu tiennent un stand de presse le 12 mai sur la place des Halles (rue piétonne) de 14 h 30 à 17 h.

**GRASSE**  
Une liaison FA existe dans les Alpes-Maritimes. On peut la contacter à la « Commune », 4 bis, rue Porteneuve, 06130 Grasse le samedi après-midi à partir de 15 h.

**LE KREMLIN-BICETRE**  
Une liaison s'est constituée sur Le Kremlin-Bicêtre. Pour la contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

**LILLE**  
Le groupe Humeurs noires poursuit son émission « Humeurs noires » sur Radio Campus (91.4 FM) chaque samedi de 19 h à 20 h. Ecoutez-nous !

Le groupe Humeurs noires vend le *Monde libertaire*, *Humeurs noires*, *Graffiti* et *Alternative libertaire* chaque vendredi à la gare de Lille de 17 h à 18 h 30, le samedi midi devant le lycée Pasteur et le dimanche matin de 10 h 30 à midi au marché de Wazemmes. Il tient également une table de presse le jeudi de 11 h à 13 h à la faculté de Lille III.

**NANCY**  
Un groupe de la FA s'est constitué sur Nancy. Il vend le *Monde libertaire* tous les samedis à partir de 10 h sur la place du marché. Pour le contacter, vous pouvez écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

**TOULOUSE**  
Le groupe Albert-Camus tient désormais ses permanences à l'Athénée Albert-Camus, au 39, rue Peyrolières 31 000 Toulouse. Tous les jeudis de 16 h à 20 h et tous les samedis de 14 h à 18 h des livres, des brochures et des journaux libertaires vous attendent dans nos nouveaux locaux. Le groupe tient toujours une table de presse le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 au marché aux puces de Saint-Sernin.

**COMMUNIQUE**  
**PARIS**

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses).

— Mercredi 16 mai : « L'anarchisme et le monde du travail, méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe ».

— Mercredi 23 mai : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires. L'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ».

Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

DETENTION

**Le procès des mutins de Saint-Maur**

Le procès des mutins de Saint-Maur s'est tenu les 23, 24 et 25 avril, à Châteauroux. Quatorze détenus étaient entendus comme prévenus.

La révolte a eu lieu dans la nuit du 12 au 13 novembre 1987. Elle aurait peut-être été oubliée si une nouvelle mutinerie n'avait éclaté en 1989 à Saint-Maur. Cela est apparu clairement au cours des trois journées d'audience.

**Saint-Maur : le régime sévère**

Dès le premier jour, un sérieux incident est venu marquer les débats. Le procureur avait été témoin de la révolte. Il participait même aux négociations. Comment pouvait-il donc être juge et partie ? Était-il admissible, aux termes même de la loi, qu'il reste l'avocat général d'une affaire où il avait été impliqué ? Le tribunal, fort embarrassé, a quand même tranché. Le procureur aurait le droit de siéger, bien qu'ayant été témoin.

Il ressort des déclarations des détenus que la maison centrale de Saint-Maur est une des plus dures de France, en raison de la longueur des peines. Tout d'abord, y sont envoyés des hommes condamnés à dix, quinze, vingt ans et perpétuité. Ensuite, à l'époque le directeur, M. Toulouze, n'accordait qu'au compte-goutte les remises de peine supplémentaires, ce qui fait qu'à Châteauroux un détenu sortait longtemps, après un camarade condamné à la même peine à Clairveaux, centrale pourtant réputée pour son régime sévère.

La tension montait, donc, dès le mois d'octobre 1987 à Saint-Maur, lorsque deux incidents consécutifs ont servi de détonateurs, les 11 et 12 novembre. Un détenu qui s'était réfugié sur des grilles a été arrosé à coups de lances d'incendie, au risque de tomber, et a passé la nuit dans ces conditions. Le matin du 12, un autre est monté dans un des trois arbres de la cour de promenade, afin de réclamer des pinceaux et des tubes de peinture, qu'il demandait depuis des mois.

Le sous-directeur, M. Jimenez, n'a rien trouvé de mieux que de faire scier l'arbre. Quel homme peut être celui qui a de telles pratiques ?

De toute façon, l'administration savait très bien qu'une mutinerie allait éclater. Les professeurs, entendus comme témoins, le second jour du procès, ont précisé qu'ils n'avaient pas eu la chance d'être prévenus par téléphone comme leurs collègues. Ces derniers s'appelaient les uns les autres le jour même : « Surtout ne va pas à Saint-Maur. Ça va péter aujourd'hui. »

Un mois plus tôt, cent-cinquante lettres environ avaient été envoyées par

les détenus à Chalandon, alors ministre de la Justice, énonçant les revendications de l'ensemble de la population pénale de Châteauroux. Qu'a déclaré le Garde des sceaux à l'issue de la révolte ? « Il n'y a pas eu de négociations avec les prisonniers de Saint-Maur, parce que ceux-ci n'ont aucune espèce de raison de demander à négocier. »

Lorsque l'émeute a embrasé la centrale, le directeur, sept surveillants, deux professeurs et l'aumônier protestant se trouvaient encore dans la détention. Sur 440 détenus, 400 participaient à la révolte. Les médias ont suffisamment insisté sur les dégâts pour que nous ne nous étalions pas là-dessus. Un nombre important de prisonniers, privés depuis des années de liberté, de femmes, d'alcool faisaient littéralement la fête. Parmi eux, quelques-uns, qui avaient été victimes de brimades, d'injustices et de tabassages voulaient se venger sur les membres du personnel.

C'est alors qu'un groupe de détenus, évalué selon les personnes de cinquante à cent, a pris les choses en main. Ces hommes ont décidé d'éviter toute violence et ont enfermé dans des cellules le directeur, les gardiens et les professeurs qu'ils ont protégé eux-mêmes. Ils ont tenté de négocier avec les autorités, afin de faire connaître les revendications de l'ensemble des prisonniers. Pierre Albertini, libéré en août 1989, est apparu comme un homme hautement responsable. En première ligne lors des négociations, il a tenu à affirmer, en tant que prévenu libre, qu'il était entièrement solidaire de la mutinerie, bien qu'il ait participé de bout en bout aux négociations et à la protection des personnes bloquées par la révolte.

**Des inculpés solidaires et des juges soumis aux pressions**

De toute façon, l'accusation a été complètement prise de court par la solidarité des quatorze inculpés. Elle attendait des justifications, des accusations et des dissensions. Elle est tombée sur un bloc soudé, homogène et clairement politique.

Les causes de tension ont été multiples pour la Cour. Une véritable délégation corse du Front national de libération de la Corse était dans la salle et suivait les débats avec attention, ce que les magistrats ne pouvaient pas ignorer. Des Corses étaient impliqués, soit en tant que détenus, comme Yves Loviconi, soit en tant que prévenus libres, comme Albertini et Valéro.

Les matons sont restés là pendant les trois jours. Une importante délégation

de Force ouvrière exerçait une pression constante sur le tribunal. Notons, à ce propos, que, sur les sept surveillants cités comme témoins à charge, deux travaillaient toujours à Saint-Maur. Ce sont ces derniers qui accusent les détenus. L'un d'entre eux n'était même pas à la centrale le jour de la mutinerie. Le pasteur est venu rappeler qu'il avait été l'émissaire du groupe de protection. Il a fait remarquer que de 17 h 30 à 21 h 30, il n'a trouvé aucun représentant de l'Etat. Que voulait donc l'administration ?

Finalement, à la demande des détenus qui négociaient, un journaliste est entré à l'intérieur de l'établissement. Il a donc pu transmettre les revendications des prisonniers. De nombreux témoins rappellent qu'il a été promis qu'il n'y aurait aucune poursuite contre les mutins.

**Le personnel protégé, les mutins inculpés**

Un gros problème s'est posé à l'accusation : cinq des sept surveillants, ceux qui ne sont plus à Saint-Maur, ainsi que les deux professeurs, affirment clairement que s'ils sont vivants aujourd'hui, c'est grâce au groupe de protection dont faisaient partie les accusés. De plus, un témoin, Luciani, ex-détenu, libéré depuis la mutinerie, vient poser une question embarrassante : « pourquoi n'est-il pas inculpé, alors qu'il a fait partie du groupe qui protégeait les personnes retenues ? » L'avocat général n'est pas à cela près. Seule compte sa justice, qui n'est rien d'autre que l'alibi de la vengeance et du maintien des privilèges. Il a requis de huit mois à trois ans de prison ferme pour l'ensemble des prévenus.

Le procès a été suivi de bout en bout par le Collectif de soutien aux mutins de Saint-Maur, constitué par l'Association des Parents et Amis de Détenus (APAD), le Comité pour l'Abolition de l'isolement Carcéral (CAIC), les émissions *Parloir libre* (Radio-Lutèce) et *Ras-les-murs* (Radio-Libertaire).

Le verdict est prévu le 28 mai, à partir de 14 heures.

Jacques Lesage de la Haye (Gr. Camillo-Berneri)

**SOMMAIRE**

- PAGE 1 : Squatters, Communiqué du Comité des mal-logés, Edito.
- PAGE 2 : Lettre ouverte à l'ACGF, Economie, Immigration.
- PAGE 3 : Squatters (suite), La journée de la Terre.
- PAGE 4 : Premier Mai à Paris, Premier Mai à Marseille, SCALP, En bref.
- PAGE 5 : RDA-RFA : surmonter le silence, Le groupe Kamov dénonce, Fascisme ordinaire.
- PAGE 6 : Chine, Pays de l'Est.
- PAGE 7 : RL, Notes de lecture, Blues, Gavrache et l'Histoire.
- PAGE 8 : Le procès des mutins de Saint-Maur, Infos FA.

□ Suite des rendez-vous

**MARSEILLE**  
Le groupe Ascaso-Durruti tient ses permanences tous les samedis, de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformés-Canebière ou métro Cinq avenues-Longchamp). vous pouvez venir débattre avec nous, consulter notre bibliothèque de prêt (constituée par 600 titres), consulter nos publications étrangères et acheter le *Monde libertaire*.

**TOURS**  
Le groupe FA de Tours tient une table de presse tous les jeudis, sauf pendant les vacances scolaires, entre 11 h et 13 h 30, à la faculté des Lettres.

Pour l'abrogation des protocoles Défense-Education

**Léo FERRE**

en concert exceptionnel  
Lundi 14 mai à 20 h 30  
au TLP-Déjaset, Paris 3<sup>e</sup>,  
41, bld du Temple,  
(M<sup>o</sup> République).

Tarif : 160 F

Bons de soutiens disponibles à  
Publico, 145, rue Amelot,  
75011 Paris

**P**ARUTIONS

**PRESSE - AFFICHE**

Le groupe Humeurs noires vous annonce la sortie pour le mois d'avril, d'un numéro spécial de *Humeurs noires - Graffiti* en collaboration avec le mensuel bruxellois *Alternative libertaire*. Ce numéro d'avril est consacré à l'Europe. Ceci fait suite à une série de rencontres entre le groupe et des organisations anarchistes belges. Il entre donc aussi dans le cadre d'une action coordonnée de libertaires de quelques pays européens qui a débouché sur une première affiche internationale anarchiste (en deux couleurs) : « l'Eurosoumission, c'est pour demain. Résistons dès aujourd'hui » disponible aux prix de 5 francs l'unité, 1 franc de 10 à 50 exemplaires et 0,70 franc au dessus de 50. Le profit de la vente de cette affiche est destiné au *Monde libertaire*. Les commandes sont à passer à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Groupe Humeurs noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

**PRESSE**

Le n° 69 de *Contre vents et marée* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre Courants », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 francs (chèque à l'ordre de l'association).

**AFFICHE**

Le groupe Henry-Poullaille a édité une affiche « Construisons l'anarchie ». Prix de vente : 5 F l'unité, 1 F à partir de 50 exemplaires. Elle est disponible à la librairie du Monde Libertaire.

**TOULOUSE EN FETE**

A l'occasion de l'inauguration de son nouveau local le groupe Albert-Camus vous attend nombreux le samedi 26 mai, à partir de 14 heures, au 39, rue Peyrolières.